

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MARDI 11 JANVIER 2011

DINSDAG 11 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 01 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "la nouvelle loi sur les jeux de hasard" (n° 1876)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Dans l'attente de la modification de la loi sur les jeux de hasard, un arrêté royal entré en vigueur le 12 mai 2009 tend à mieux informer les participants à des jeux téléphoniques au sujet des règles du jeu et de l'existence de la Commission des jeux de hasard, à améliorer le fonctionnement de cette commission et à protéger les joueurs contre eux-mêmes. En dépit de ces dispositions, il arrive encore que des personnes se laissent abuser.

La législation sur les jeux de hasard a été définitivement modifiée le 1^{er} janvier 2011. Le secrétaire d'État entendait obliger les organisateurs à charger préalablement un huissier de constater que le niveau des questions est normal pour un joueur moyen.

Comment définir ce niveau? Fixera-t-on de nouveaux objectifs concernant le nombre de gagnants par émission?

En 2008, l'ancien ministre de la Justice Vandeurzen voulait déjà faire apparaître les mauvaises réponses en continu.

Pourquoi cette volonté du ministre Vandeurzen n'a-t-elle pas été traduite dans l'arrêté royal? Sera-t-il encore modifié? L'âge minimum obligatoire de 18 ans apparaîtra-t-il lui aussi de façon claire et continue? En ira-t-il de même pour d'autres messages obligatoires?

01.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les jeux téléphoniques, qui constituent un des éléments de la nouvelle législation sur les jeux de hasard, devaient faire l'objet d'un nouvel arrêté royal après le 1^{er} janvier. En raison de la chute du gouvernement, il ne semblait plus possible de mettre en œuvre les arrêtés d'exécution. Vu la longueur de la période de formation du gouvernement, il a malgré tout été décidé de réunir le groupe de travail intercabinets, afin de pouvoir encore faire entrer la loi en vigueur au 1^{er} janvier.

En ce qui concerne les jeux téléphoniques, nous sommes revenus à l'arrêté royal du 12 mai 2009, qui comportait déjà plusieurs mesures de protection. Celles-ci étaient toutefois insuffisantes et plusieurs situations intolérables subsistaient. Le nouvel arrêté royal devra y mettre fin. Notre projet a fait l'objet d'une concertation politique et il a également été soumis aux organisations des consommateurs.

Plusieurs adaptations, qui sont actuellement en préparation, ont résulté de la concertation. Une nouvelle concertation suivra.

La Commission des jeux de hasard pourra prendre des sanctions si les titulaires d'une licence ne respectent pas les règles, parce que les jeux téléphoniques seront désormais soumis à autorisation.

Concrètement, cela signifie que les infractions peuvent entraîner la suspension ou le retrait de la licence.

Initialement, nous souhaitions confier le contrôle à un huissier de justice, mais dans la pratique, cela s'est avéré infaisable. Un contrôle de fond est de toute façon subjectif et un huissier de justice ne peut effectuer que des constats objectifs. La Commission des jeux de hasard devra donc vérifier elle-même si certains titulaires de licences enfreignent les règles ou non.

On n'est pas encore parvenu à décider de l'opportunité ou non d'afficher les mauvaises réponses. Une discussion est menée à propos des avantages et des inconvénients et je ne puis donc pas encore dire si cette proposition sera maintenue ou non. L'avenir nous dira si ce gouvernement d'affaires courantes parviendra encore à un consensus.

En 2010, aucune plainte n'aurait été introduite à propos de mineurs ayant participé à des jeux téléphoniques. Il est constamment affiché à l'écran que les mineurs ne sont pas autorisés à participer. Nous n'avons pas l'intention de modifier les règles relatives aux mineurs.

01.03 Sarah Smeyers (N-VA): La Commission des jeux de hasard doit-elle se montrer proactive par rapport aux infractions aux règles concernant le type de questions?

01.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Non. La Commission des jeux de hasard doit examiner les plaintes et si celles-ci s'avèrent fondées, elle peut infliger des sanctions.

01.05 Sarah Smeyers (N-VA): Ce système me paraît efficace pour autant que des sanctions soient réellement infligées et que les joueurs soient suffisamment informés de la possibilité d'introduire une plainte. J'espère que l'arrêté royal sera rapidement promulgué.

01.06 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je pense que la composition de la Commission des jeux de hasard garantira le fonctionnement du système de sanction. Le Parlement exercera toujours sa mission de contrôle.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les arrêtés royaux portant exécution de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard" (n° 1783)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): En vue d'une mise en œuvre complète de la législation relative aux jeux de hasard, il convient de prendre une série d'arrêtés royaux.

De combien d'arrêtés est-il question? Combien ont déjà été approuvés? Quand les travaux de préparation des autres arrêtés royaux pourront-ils être finalisés?

02.02 Carl Devlies, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La nouvelle loi sur les jeux de hasard devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et être assortie d'un certain nombre d'arrêtés royaux, en réalité de plusieurs dizaines d'arrêtés royaux. Certains d'entre eux doivent être délibérés en Conseil des ministres. À ce jour, j'ai présenté au Conseil des ministres tous les projets, y compris ceux qui ne devaient pas l'être.

Le gouvernement actuel étant en affaires courantes, peuvent seuls être promulgués les arrêtés royaux qui, de l'avis unanime des partis représentés au gouvernement, sont urgents.

Un nouveau gouvernement tardant à être constitué, nous avons poursuivi à la fin de l'année dernière l'élaboration des arrêtés royaux relatifs aux nouvelles licences que la Commission des jeux de hasard doit délivrer cette année. Il s'agit des licences en matière de paris, des licences F1 et F2, des licences complémentaires en matière de jeux de hasard sur internet – c'est ce qu'on appelle les licences plus – et des licences en matière de jeux médiatiques, c'est-à-dire les licences G1 et G2.

Dix-huit arrêtés royaux ont été présentés au Conseil des ministres en décembre 2010. Onze arrêtés avaient trait aux paris, deux concernaient la procédure à suivre pour obtenir une licence internet complémentaire, un se rapportait aux rétributions et à la garantie à payer à la Commission des jeux de hasard pour l'année 2011, un concernait l'exclusion d'un joueur par un tiers intéressé ou en raison d'un règlement collectif de dettes, deux avaient trait aux jeux médiatiques pour lesquels une licence G2 est requise.

Tous les arrêtés royaux relatifs aux paris et ceux relatifs au système de garantie et de rétribution ont été publiés au *Moniteur belge* du 29 décembre 2010. Pour les autres arrêtés royaux précités soumis au Conseil des ministres, l'avis du Conseil d'État doit encore être obtenu.

Les projets de textes relatifs aux jeux téléphoniques – permis G1 – et aux autres jeux médias – permis G2 – ont été examinés le 20 décembre lors d'une réunion de concertation avec des représentants du secteur et des associations de consommateurs. Sur la base des observations formulées lors de cette réunion, les projets d'arrêté royal seront encore peaufinés prochainement. Il sera ensuite vérifié si ces projets peuvent encore être adoptés par le gouvernement en affaires courantes.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 1894 de M. Terwingen est reportée.

03 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "Justscan" (n° 1775)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Justscan, le projet de numérisation de dossiers judiciaires, a été lancé le 1^{er} mars 2007 à Anvers, Bruxelles, Mons, Bruges et Liège.

Dans quelle mesure les sites pilotes recourent-ils à Justscan? Quel arrondissement est le plus avancé en la matière? De quel matériel disposent les sites concernés pour la mise en œuvre de Justscan? Dispose-t-on d'un personnel suffisant pour faire fonctionner le système? Quels investissements ont été consentis pour mettre sur pied le projet? Pour quels dossiers le système est-il essentiellement utilisé? Comment procédera-t-on à un élargissement, sur le plan tant territorial que de la teneur du projet? Dispose-t-on des moyens requis pour réaliser ce développement?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Par le fruit du hasard, une nouvelle concertation sur les applications TCI, parmi lesquelles Justscan, aura lieu précisément demain matin.

Justscan est utilisé dans les différents sites pilotes en fonction des priorités et possibilités propres. Certains tribunaux informatisent tous les dossiers de certains cabinets de juges d'instruction, d'autres sélectionnent sur la base des codes de prévention ou de l'ampleur des dossiers. Justscan est un système souple et peut être adapté aux besoins.

Sur tous les sites, il est fait usage de la possibilité de fournir une copie d'un dossier informatisé aux parties qui en font la demande.

Les scanners utilisés à l'heure actuelle sont du type Kodak i610 et leur capacité de scannage moyenne s'élève à 80 000 pages par jour. Certains sites ont été équipés d'un deuxième ou d'un troisième scanner en raison du rythme de travail ou de la distance entre les bâtiments.

Initialement, Justscan était destiné au traitement de dossiers pénaux. Il ressort d'une analyse des possibilités techniques que l'application peut être développée.

Du personnel a été prévu pour l'exploitation de Justscan et des formations sont organisées sur les sites pilotes.

La direction générale de l'Organisation judiciaire a consacré environ 1 400 000 euros au développement de Justscan en 2006. En 2007, en 2008 et en 2009, elle a respectivement dégagé un montant de 460 000, 230 000 et 280 000 euros. Pour permettre la réalisation de la troisième phase de Justscan, le budget a été

porté à 1 932 000 euros en 2010.

Nous devons à présent envisager une approche globale par le biais de Justscan. L'urgence de certains dossiers a fait que Justscan a déjà été installé dans d'autres arrondissements, comme à Hasselt – avec le dossier Janssen – et à Charleroi. Nous procédons actuellement à l'extension de Justscan à l'ensemble des arrondissements, en concertation avec le monde judiciaire. Un projet de plan a été élaboré et le budget nécessaire est disponible.

La troisième phase durera huit mois et commencera dans le courant de ce mois. Le dernier grand déploiement devrait avoir lieu à l'issue de cette période de huit mois. Nous sommes en concertation permanente avec le monde judiciaire à ce sujet. L'installation de copieurs multifonctions permettra de ne pas limiter aux 27 tribunaux de première instance la possibilité de numériser des documents. Le projet pilote a été couronné de succès. Il convient à présent de l'élargir à la totalité des arrondissements. J'estime que les dossiers pourraient même être rédigés directement sur un support numérique au lieu d'être édités d'abord sur papier et numérisés ensuite.

03.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Lorsqu'il évoque la troisième phase, le ministre envisage-t-il l'extension du projet à tous les arrondissements ou à quelques-uns seulement?

03.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit de l'extension à l'ensemble des arrondissements judiciaires, un projet qui se déroulera simultanément avec la standardisation de l'environnement de travail.

L'incident est clos.

04 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les vols à l'étalage perpétrés par de jeunes voleurs Roms" (n° 1936)

04.01 Bert Schoofs (VB): Des criminels mineurs, souvent des Roms, visitent depuis peu nos villes de province pour perpétrer des vols ou s'adonner à la mendicité.

Quelles mesures spécifiques peuvent être prises pour y remédier? Une étude est-elle prévue? Est-il vrai que cinq mineurs ont été interpellés récemment et ont été libérés dans l'intervalle? Est-il exact que deux mineurs ont été renvoyés à un établissement fermé pour jeunes délinquants, mais n'ont pas pu être placés en raison d'un manque de capacité d'accueil?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les statistiques ne me permettent pas de confirmer que nous assisterions à une vague de vols commis par de jeunes gitans, ces derniers ne faisant pas l'objet d'un enregistrement distinct. Je ne m'exprimerai donc pas à ce sujet.

Le placement en milieu ouvert n'est envisageable que pour les mineurs âgés d'au moins 12 ans ayant commis des faits graves. Pour être placé en institution fermée, un jeune doit avoir au moins 14 ans et les faits doivent être encore plus graves. Les jeunes en question ne répondent généralement pas à ces critères. Les seules mesures possibles sont dès lors la réprimande, la mise sous surveillance du service social et l'accompagnement éducatif intensif.

Les enfants de gitans sont souvent recrutés auprès de leurs familles sous de faux prétextes avant d'être utilisés par des bandes. Ces enfants sont dès lors eux-mêmes victimes de la traite des êtres humains et de la criminalité organisée. Par ailleurs, ce peuple minoritaire est confronté dans plusieurs pays à des problèmes socio-économiques, de racisme et de discrimination. Il convient dès lors de ne pas favoriser une nouvelle forme de stigmatisation.

Il appartient aux Communautés d'élaborer des mesures spécifiques. En ce qui concerne la Communauté flamande, je me réfère à la note de politique Émancipation et Intégration de mon collègue Bourgeois.

Le 3 janvier 2011, trois filles mineures de nationalité roumaine ont été prises en flagrant délit lors d'un vol à l'étalage à Tongres. Une seule d'entre elles avait une adresse de résidence officielle. Le juge de la jeunesse a qualifié les faits de vol simple, de sorte qu'une incarcération dans un centre fermé n'était pas possible. Aucune place n'était disponible dans l'institution De Markt à Mol. C'est pourquoi le juge d'instruction a confié

les personnes concernées au service Signalement des mineurs européens non accompagnés en situation de vulnérabilité (SMEV). Par la force des choses, les mineurs ont pu disposer, parce que ce service ne disposait pas non plus de places disponibles. La mineure qui était enregistrée officiellement a été assignée à résidence pour une période d'un mois.

04.03 Bert Schoofs (VB): Il est incontestable que les jeunes voleurs d'origine rom qui sévissent dans les villes commerciales sont originaires de la région bruxelloise. Je n'ai pas l'intention de stigmatiser mais je me réfère aux études effectuées aux Pays-Bas par Marion Van San. Certaines cultures se concentrent sur des activités spécifiques. Il s'agit parfois d'activités positives et parfois de formes de criminalité. Si je pose une question sur la mutilation génitale dont sont victimes les femmes, je ne vise pas non plus la communauté scandinave en Belgique.

Il faut oser dépasser le discours politiquement correct. Depuis des années, des enfants tsiganes sont arrêtés et relâchés mais, dans la pratique, rien ne se passe. Je ne peux qu'insister sur la réalisation d'une étude à ce sujet pour que puisse enfin être mis en place un droit pénal de la jeunesse approprié.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'accès au Registre national et au Casier judiciaire pour le parquet dans le cadre des avis sur les naturalisations" (n° 1787)**
- **M. Theo Francken au ministre de la Justice sur "l'application de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central" (n° 1846)**

05.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Le Parlement peut accorder la naturalisation aux personnes qui en font la demande et qui satisfont à certains critères objectifs. Il est tenu, dans ce cadre, de recueillir une série d'avis, dont celui du parquet.

Le 23 novembre, j'ai signalé au ministre que les parquets n'ont pas accès à la liste des domiciles successifs dans le Registre national. Une initiative a-t-elle déjà été prise en la matière?

Plusieurs mois s'écoulent parfois entre la demande d'avis et le traitement définitif du dossier. Il est très important que les fonctionnaires de l'administration aient accès au casier judiciaire de manière à pouvoir prendre connaissance de nouveaux faits éventuels. L'arrêté royal du 19 juillet 2001 le permettrait. Le ministre est-il disposé à apporter aussi les modifications nécessaires à cet effet?

05.02 Theo Francken (N-VA): Je me joins aux questions de Mme Van Cauter. Pourquoi cet arrêté royal n'est-il toujours pas d'application après neuf ans?

05.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Un exposé sera donné demain à propos de l'informatisation, des problèmes qui y sont liés et des étapes que nous souhaitons franchir en 2011. Le Casier judiciaire central est une banque de données cruciale pour la Justice.

L'arrêté royal de 2001 qui permet à certaines administrations publiques d'accéder au Casier judiciaire central est bel et bien mis en œuvre mais comme les ordinateurs des services concernés ne sont pas reliés à ce casier, l'accès n'est pas encore direct. Actuellement, seuls les services du SPF Justice peuvent consulter directement le casier. Les autres services, tels que la commission des Naturalisations, disposent d'un accès par courriel, courrier ou fax. Chaque semaine, la commission des Naturalisations demande en moyenne 350 extraits du casier judiciaire par courrier ordinaire. Le traitement de ces demandes prend deux à trois jours.

La consultation en ligne du Casier judiciaire central par les différentes autorités administratives ne sera possible que lorsqu'une recherche pourra être effectuée sur la base du numéro de Registre national et lorsque l'application informatique nécessaire aura été développée plus avant. C'est là une de nos priorités. Étant donné que ce projet ne dépend pas uniquement du SPF Justice, je ne puis prévoir quand les moyens informatiques seront développés. J'insiste pour qu'il soit fait diligence.

05.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Je me réjouis que le ministre fasse un exposé demain mais la situation actuelle de la commission des Naturalisations ne peut pas perdurer. Nous avons besoin des avis en question pour travailler. Il s'agit de l'application pure et simple de la réglementation existante. On nous dit à présent que le logiciel ne peut plus être modifié parce que ses concepteurs ne travaillent plus à la Justice. Comment est-ce possible? Les autorités communales et d'autres services peuvent accéder au système, mais nous ne pourrions pas le faire. Lorsque je demande si des initiatives ont déjà été prises, je n'obtiens pas de réponse. À mon estime, la solution est d'ailleurs assez simple. Pourquoi ne pas s'y atteler?

J'espère que les demandes ne sont pas adressées au Casier judiciaire central par courrier recommandé. À combien s'élèvent les frais de port y afférents? Aujourd'hui, nous sommes tenus de formuler des avis sur la base de dossiers datant de plusieurs années. Nous ne pouvons pas endosser cette responsabilité. Nous avons besoin d'avis récents, que nous pouvons demander facilement et sans gaspillage d'argent. Quand le Registre national sera-t-il modifié? Quand pourrions-nous accéder au casier judiciaire? Peut-on réaliser des économies sur les frais de port?

05.05 Theo Francken (N-VA): Alors qu'une administration communale ou un service du SPF Justice peut consulter le casier judiciaire en ligne, cette possibilité n'existe pas pour le service des Naturalisations. Je ne puis comprendre une telle situation. Chaque fois qu'un avis remonte à plus d'un an, la N-VA émettra un avis négatif en commission des Naturalisations. Il y a lieu, dans ce cas, de demander un nouvel avis concernant le casier judiciaire. Cela signifie concrètement qu'au cours des mois suivants, des dizaines de milliers de dossiers devront être renvoyés, l'avis du parquet remontant à plus d'un an dans presque tous les dossiers. Nous ne pouvons accorder la faveur de la nationalité à des personnes sans être certains qu'elles ne se soient pas rendues coupables de méfaits au cours de la dernière année ou précédemment. Il suffit d'installer un ordinateur doté d'un accès direct pour résoudre le problème. J'espère que cela deviendra enfin possible au bout de neuf ans d'attente.

05.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Cette affaire n'est effectivement pas très glorieuse. Avec d'autres, je suis à l'origine, sous la législature précédente, de la législation en lien avec le casier judiciaire. Nous avons déjà, à ce moment-là, élaboré des schémas en vue de son application mais ces schémas n'ont pas été suivis. Cela dit, pour résoudre ce problème, il ne suffit pas d'installer une base de données sur un ordinateur. Aujourd'hui, je ne vous ferai aucune promesse en l'air et demain, je vous fournirai un schéma général reprenant à nouveau les priorités. Le casier judiciaire constitue dans ce cadre un des dossiers prioritaires.

Un service spécifique avait été créé à l'époque pour le casier judiciaire. Nous avons calculé que pour qu'il soit fiable, il serait nécessaire d'y saisir encore 300 000 données. En outre, il nous reste à concrétiser la transition entre les casiers existants et le nouveau casier.

Le fait que les avis du parquet ne puissent plus, dorénavant, remonter à plus d'un an nous oblige à conclure des accords concernant ces avis de façon à ce que tous ces vieux dossiers puissent être traités prioritairement. Je demanderai aux services de se mettre en rapport avec le secrétariat de la commission des Naturalisations afin de convenir d'une méthode de travail pour l'échange d'informations.

05.07 Carina Van Cauter (Open Vld): La dernière fois, le ministre avait dit qu'en ce qui concernait l'accès au Registre national, certains développements techniques seraient poursuivis et que cet accès deviendrait réalité dans quelques mois.

Il est vraiment très important de connaître tous les domiciles des demandeurs pour pouvoir vérifier auprès de la police locale de ces différents domiciles si aucun fait n'y a été commis.

05.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je suis d'accord en ce qui concerne le Registre national. Le casier judiciaire est toutefois nettement plus complexe.

05.09 Carina Van Cauter (Open Vld): J'interrogerai à nouveau le ministre dans deux mois à propos des réalisations accomplies en ce qui concerne le Registre national.

Je me félicite que le ministre ait aujourd'hui l'intention de parvenir à des accords entre la commission et le

casier judiciaire et de réaliser des économies. Au lieu de tout envoyer par la poste, l'on peut également recourir à l'e-mail. L'accès direct au casier judiciaire constitue toutefois la meilleure solution et doit être réalisé dans les plus brefs délais.

05.10 Theo Francken (N-VA): L'arrêté royal date déjà d'il y a plus de dix ans. La situation est pénible. Au cours des semaines ou des mois à venir, la commission des Naturalisations recevra donc un nouvel avis du parquet sur des milliers de dossiers. Moi aussi, j'introduirai au cours des prochaines semaines une nouvelle question sur l'état d'avancement.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le manque d'enquêteurs affectés à la lutte antiterroriste" (n° 1935)**

- **M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur "les sonnettes d'alarme tirées par le procureur fédéral Delmulle" (n° 1948)**

06.01 Bert Schoofs (VB): Le procureur fédéral, M. Delmulle, a évoqué une pénurie d'enquêteurs en matière de terrorisme, ce qui rend pratiquement impossible de mener les enquêtes proactives qui s'imposent.

Quelle est la réaction du ministre à ces propos? Le cadre actuel de 103 personnes est-il suffisant? Le procureur général préconise de passer au double. Existe-t-il suffisamment de possibilités de protéger les données et les communications de données? Y a-t-il assez de traducteurs et d'interprètes pour lutter contre la menace terroriste? L'on ne peut actuellement mettre à jour la liste des groupements à suivre. De quelle façon le ministre entend-il traiter cette liste? Quel est l'avis du ministre sur la répartition des dossiers de terrorisme selon quatre niveaux de priorité? Comment voit-il l'éventuelle création d'une unité de recherche nationale?

06.02 Siegfried Bracke (N-VA): Jusqu'à présent, notre parcours en matière de lutte contre le terrorisme a été relativement bon. Il faut espérer que cette situation sera maintenue.

Le ministre veut compenser la pénurie de personnel en formant des gens au sein des parquets locaux. À quelle vitesse les personnes peuvent-elles être formées? Est-ce possible en affaires courantes?

La législation présente en effet des lacunes. Où en est le ministre en la matière?

La ligne téléphonique et le courrier électronique du procureur ne bénéficient pas d'une protection renforcée. Des problèmes informatiques se posent au sein du département de la Justice mais ces informations cruciales devraient au moins être protégées.

06.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Dans une interview, le procureur fédéral a préconisé une augmentation et surtout une spécialisation de la capacité. À cet égard, je ne suis pas favorable à la création d'une unité de recherche nationale distincte en matière de terrorisme ou d'une police au sein de la police. Je suis plutôt favorable à la police intégrée existante, à condition qu'un fonctionnement flexible et adéquat au sein de l'ensemble de la structure soit garanti.

Quoi qu'il en soit, les dix ans de réforme de la police ont été un pas dans la bonne direction, mais le travail de police de plus en plus spécifique et complexe requiert du personnel plus flexible. À ce jour, les enquêtes en matière de terrorisme sont toujours menées de manière trop centralisée. Le point de départ est que le procureur fédéral dispose de la capacité de recherche de ces unités décentralisées et a en outre recours à une capacité de recherche réservée au sein de chacune de ces unités. Moyennant de bons accords, il doit être possible d'organiser la capacité disponible le plus efficacement possible, ce qui suppose une bonne formation et spécialisation des corps.

Une répartition exacte de la capacité policière suppose un débat permanent entre les corps de police eux-mêmes, entre le niveau local et fédéral et au niveau fédéral. Le professionnalisme du service se situe précisément dans une bonne maîtrise du déploiement des capacités.

Le procureur fédéral affirme en fait qu'il ne dispose pas toujours de la capacité appropriée dont il a besoin pour mener des enquêtes en matière de terrorisme. Le personnel affecté à ces tâches doit en effet avoir suivi une formation spécifique et avoir des connaissances spécifiques. La capacité de recherche de la police fédérale est répartie entre 22 corps et le procureur fédéral peut puiser dans une capacité réservée à raison de 5, 10 ou même 15 %, en fonction de la dimension de l'arrondissement. Il peut donc en principe réquisitionner 315 personnes à temps plein, dont 200 ont suivi une formation spécifique en matière de terrorisme. Il peut également encore faire appel à 30 équivalents temps plein du service central de lutte contre le terrorisme pour des missions de coordination et de soutien.

À mes yeux, il s'agit donc avant tout d'une utilisation optimale de la capacité exacte.

J'ai communiqué les questions relatives aux possibilités de sécurisation des données et des communications à nos services TIC. La Sûreté de l'État utilise une technique très particulière pour s'armer contre les infiltrations et le procureur fédéral devrait pouvoir en disposer aussi. Cependant, il n'existe pas de système parfaitement hermétique et la menace reste réelle. C'est pourquoi nous voulons aussi mettre sur pied un centre national pour la cybersécurité, puisque la protection de certaines données confidentielles est vitale pour un pays. Une meilleure organisation de la cybersécurité constitue, dès lors, l'une de nos priorités pour les prochaines années.

Dans le cadre des dossiers de terrorisme, il n'est pas facile, par ailleurs, de trouver pour les langues les plus diverses des interprètes qui doivent, de surcroît, être absolument fiables. La Sûreté de l'État enquête sur ces personnes et le procureur fédéral préconise à juste titre un suivi très rigoureux en la matière.

Les niveaux de priorité sont établis en fonction des risques de la menace et chaque décision en la matière est prise par le magistrat fédéral en accord avec les services de police.

Je ne suis pas partisan d'une unité de recherche nationale.

Les projets de loi déterminants en matière de lutte contre le terrorisme nucléaire et l'incitation publique à recruter et à entraîner des terroristes sont prêts depuis avril 2010 et devraient en fait pouvoir être examinés rapidement.

06.04 Bert Schoofs (VB): Le procureur fédéral a évidemment tiré la sonnette d'alarme. En théorie, il pourrait faire appel à 315 temps plein mais, dans la pratique, les choses ne se dérouleront pas toujours aussi aisément. Chacun souhaite évidemment disposer d'effectifs supplémentaires mais, en l'occurrence, il s'agit bien de questions vitales.

Contrairement au ministre, je plaide pour une unité de recherche policière nationale, car la Sûreté de l'État porte le lourd fardeau d'un passé politique d'incompétence et de nominations politiques. Mais il est vrai que cette unité doit être intégrée dans la police.

J'espère que les problèmes en matière de sécurisation des données sont moins graves au parquet fédéral qu'à la Cour de cassation, où, par le passé, il était semble-t-il en première instance fait appel à un chauffeur pour résoudre les problèmes informatiques.

Nous devons assumer notre responsabilité parlementaire sur le plan législatif.

Le ministre est-il en mesure de donner davantage d'informations sur ce centre national de cybersécurité?

En ce qui concerne les quatre niveaux de priorité, le procureur fédéral a voulu dire, à mon sens, que la totalité des dossiers, de la lettre A à la lettre Z, doivent pouvoir être traités au niveau le plus élevé. Il convient de ramener toutes les affaires au même niveau de priorité. Le procureur fédéral étant l'expert en la matière, s'il affirme qu'il a besoin de 200 personnes, je ne puis qu'appuyer cette demande.

06.05 Siegfried Bracke (N-VA): Y a-t-il ou non un problème? Alors qu'à entendre le ministre, tous les moyens nécessaires seraient disponibles, le procureur souligne quant à lui des difficultés. Qu'en est-il précisément?

Le ministre déclare également que les projets relatifs à certains éléments sont prêts. Qu'entend-il par-là? Ces projets font-ils l'objet d'un accord politique? Un consensus s'est-il dégagé au sein du gouvernement? Pourquoi le ministre ne soumet-il pas ce document au Parlement?

06.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La période d'affaires courantes ne le permet pas. Plus aucune nouvelle décision n'a été prise en la matière au sein du gouvernement.

Il est exact que la notion d'urgence est un facteur à prendre en considération, mais j'insiste néanmoins sur la nécessité d'une prise de responsabilités politiques. Je prends acte de la déclaration selon laquelle le Parlement est en mesure de résoudre ce problème.

Sur le fond, je constate que sur la base de la capacité théorique, le procureur fédéral ne peut en faire plus. Il semble qu'il ne soit pas possible de mobiliser suffisamment d'agents qualifiés au sein de la police pour les dossiers de terrorisme et a fortiori lorsqu'une opération doit être organisée dans l'urgence et implique un haut degré de spécialisation.

Johan Delmulle souligne que 2011 sera l'année de vérité. Soit il existe une capacité concrète, soit ce n'est pas le cas. La balle est dès lors à nouveau dans le camp de la police. M. Delmulle affirme que "des progrès notoires ne pourront être réalisés que s'il est possible de s'appuyer de manière efficace sur des enquêteurs parfaitement formés, issus des différents services du pays". Je me suis permis d'ajouter que l'exigence d'inclure la lutte contre le terrorisme dans la formation de base d'une série d'agents ne se cantonne pas à Charleroi, mais s'étend à l'ensemble des corps.

06.07 Bert Schoofs (VB): Que pense le ministre d'un éventuel centre national?

06.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En concertation avec mes collègues Turtelboom et Van Quickenborne, nous aimerions faire approuver le mois prochain par l'Europe un dossier relatif à un centre national belge de lutte contre la cybercriminalité qui concentrerait toutes les connaissances des experts du monde universitaire, des entreprises, de la police, de la magistrature, des centres de formation, etc. Il est selon moi indispensable de pouvoir disposer d'une structure où peuvent se rencontrer toutes sortes de spécialistes pour étudier comment réagir en cas d'attaque ou de danger imminent. Si cette décision est prise le mois prochain, un budget de 1,8 million d'euros sera débloqué à court terme.

06.09 Siegfried Bracke (N-VA): Une capacité théorique signifie-t-elle une capacité sur papier?

06.10 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): En tout état de cause sur papier.

L'incident est clos.

07 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les problèmes relatifs à la loi sur les baux à ferme" (n° 1881)

07.01 Peter Logghe (VB): Les propriétaires qui donnent à ferme des parcelles agricoles ne peuvent vendre ces parcelles qu'à une personne qui les exploitera à titre principal. Le délai de préavis est de trois à quatre ans et un âge maximum est fixé. La loi sur le bail à ferme a pour conséquence néfaste que les propriétaires refusent de louer leurs parcelles et qu'en conséquence, celles-ci restent tout bonnement en friche. Le ministre peut-il confirmer que la loi sur le bail à ferme ne simplifie pas la vie des propriétaires? Envisage-t-il des changements?

L'un des problèmes posés par la loi sur le bail à ferme réside dans le fait qu'il faudrait résilier le bail à ferme pour exploiter la parcelle à titre complémentaire. La durée du bail n'est-elle pas trop longue?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Les diverses modifications importantes apportées à la loi sur le bail à ferme tendaient vers un équilibre entre les droits des propriétaires et ceux des utilisateurs des parcelles agricoles. Par ailleurs, la préservation de l'espace ouvert et la prise de conscience du caractère indispensable des terres agricoles pour la production alimentaire jouent un rôle important.

Le bail à ferme minimum de neuf ans trouve son origine dans la tradition séculaire de l'assolement triennal et s'inscrit dans une utilisation durable et responsable des terres agricoles. Dans ce système, les propriétaires bénéficient en outre d'un avantage fiscal. Il n'est pas rare que ces propriétaires soustraient des terres agricoles à leur affectation afin de pouvoir les exploiter eux-mêmes, chose qu'ils ne font cependant pas nécessairement. C'est la raison pour laquelle l'exploitation de terres agricoles par leurs propriétaires a été subordonnée à certaines conditions.

Comme toute législation, la législation sur les baux à ferme est tributaire de l'évolution de la société. Il doit être possible de changer cette législation à condition de respecter le fragile équilibre entre les intérêts du bailleur et ceux du preneur.

Il ne m'appartient pas de prendre des initiatives en affaires courantes. De plus, l'on ne sait pas encore précisément si la législation sur les baux à ferme sera régionalisée ou non. Il me semble préférable de préserver les équilibres existants jusqu'à ce que l'on sache clairement qui détient la compétence pleine et entière dans ce dossier.

07.03 Peter Logghe (VB): La dernière modification date d'il y a 11 ans, et on ne peut ignorer les évolutions sociétales qui ont eu lieu depuis. Il convient de toute façon d'ouvrir la discussion sur la législation sur le bail à ferme, fût-ce de préférence au niveau de pouvoir compétent.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le site web www.gevaarinmijnwijk.com où sont publiées les adresses de pédophiles" (n° 1767)

08.01 Sophie De Wit (N-VA): Lancé peu avant Noël, le site internet www.gevaarinmijnwijk.com publie les noms de pédophiles condamnés ou présumés, ainsi que la représentation d'une pierre tombale affichant le nom du ministre que le site dénonce comme l'"ami des pédophiles".

Quelles mesures le ministre peut-il prendre pour faire supprimer ce type de sites-pilori? Est-il exact que derrière cette initiative se cache Chris Hölsken, l'homme qui avait lancé le site www.stopkinderporno.com, bloqué dans l'intervalle? Cet homme fait-il l'objet d'une enquête? Des sanctions seront-elles prises concernant le site www.stopkinderporno.com?

Le ministre prendra-t-il une initiative contre le nouveau site qui le vise nommément?

08.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Les sites internet de ce genre sont absolument à proscrire car ils incitent les gens à s'ériger en juges et entravent ainsi une administration normale de la justice.

Dans ce contexte, je précise qu'une proposition de directive visant à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pornographie à caractère pédophile fait actuellement l'objet de négociations à l'échelon européen. Cette proposition a été l'une des priorités de la présidence belge de l'UE. Nous avons constaté entre les États membres un consensus suffisamment large qui permet le démarrage des négociations avec le Parlement européen sous l'actuelle présidence hongroise. L'article 21 offre la possibilité de retrancher de la Toile et de bloquer les sites internet qui contiennent de la pornographie à caractère pédophile.

En ce qui concerne les sites web évoqués par Mme De Wit, ils font l'objet d'une enquête fédérale pour infractions à la loi sur la protection de la vie privée. Quatre sites web ont déjà été rendus inaccessibles. Toutefois, de nouveaux sites web font sans cesse leur apparition.

Une enquête pénale à charge de M. Hölsken est par ailleurs en cours du chef d'infraction à la législation sur la vie privée. L'intéressé a été entendu aux Pays-Bas sur la base d'une demande d'entraide judiciaire internationale émanant du parquet fédéral, lequel prépare actuellement son réquisitoire final. Une autre question est actuellement examinée: quelles mesures pénales pourraient être prises contre ce nouveau site web qui s'appelle www.gevaarinmijnwijk.com. La police judiciaire fédérale dressera un procès-verbal qui sera transmis au parquet fédéral.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "une initiative légale sur les mariages de complaisance" (n° 1564)

09.01 Peter Logghe (VB): La loi de 2006 ne permet pas de lutter efficacement contre les mariages de complaisance puisque l'amende est largement compensée par le gain que peut représenter un tel mariage. La possibilité offerte par notre pays d'acquérir un permis de séjour ainsi que la nationalité par le biais d'un mariage de complaisance est unique au monde. De plus, la découverte d'un tel mariage n'entraîne pas automatiquement la déchéance de la nationalité belge. En dépit d'annonces répétées en ce sens, aucune initiative visant à résoudre ce problème n'a encore vu le jour. Selon le quotidien *Het Belang van Limburg*, au moins cinq mariages de complaisance seraient conclus chaque jour.

Dispose-t-on déjà de statistiques plus détaillées en la matière? Certaines administrations communales demandent la mise sur pied d'un registre central dans lequel seraient consignés la totalité des mariages de complaisance ainsi que les tentatives en la matière. Va-t-on créer un registre de ce type? Peut-on prendre une initiative législative en ce sens?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je renvoie intégralement à ma réponse du 6 octobre. Un projet a été finalisé. Le gouvernement a marqué son accord. Le Conseil d'État et la Commission de la protection de la vie privée ont rendu des avis. Une base de données centrale sera mise en place. Le délai d'enquête par les parquets sera allongé. Les compétences des postes consulaires seront étendues. Le texte se trouve sur le site internet. Le seul problème, c'est que nous sommes en affaires courantes.

09.03 Peter Logghe (VB): Les chiffres manquent donc toujours. Quand seront-ils disponibles?

09.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Apporter maintenant quelques modifications n'a pas beaucoup de sens si une refonte complète de la législation doit intervenir. Le moment venu, nous déposerons le projet et le débat pourra être amorcé.

09.05 Peter Logghe (VB): J'examinerai le projet de loi pour vérifier s'il résout les problèmes.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'usage du polygraphe" (n° 1776)

10.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Selon le professeur Verschuere de l'université de Gand, la fiabilité du test polygraphique est de 80 %, sur la base des estimations les plus favorables. Le problème se poserait surtout pour les personnes innocentes et pourrait être lourd de conséquences.

Combien de tests polygraphiques ont été effectués en 2010? Le ministre a indiqué que les tests ne seraient dorénavant plus limités à Bruxelles, mais seraient également effectués au sein des unités locales de la police judiciaire.

Qu'en est-il du calendrier et quelles unités sont concernées? Comment le ministre réagit-il aux défaillances évoquées des tests polygraphiques? Envisage-t-il l'instauration de la détection de mémoire par le biais de questions à choix multiple ou l'interdiction de l'utilisation du polygraphe dans le cadre des auditions?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le polygraphe a servi à 356 reprises en 2007, à 385 reprises en 2008 et à 366 reprises en 2009. Je ne dispose pas encore du chiffre définitif pour 2010 mais il devrait être du même ordre. Le problème de la déconcentration relève de la compétence de Mme Turtelboom.

Je crois que tout le monde connaît les limites de cette technique. Il s'agit d'une technique d'interrogatoire particulière qui doit faire l'objet d'une évaluation au cas par cas. Il ne s'agit pas d'une preuve irréfutable. Cette technique donne néanmoins des résultats suffisamment positifs que pour continuer à l'utiliser.

Je soumettrai les conclusions de l'université de Gand au Collège des procureurs généraux. Il n'y a à première vue aucune raison de changer d'attitude.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le manque de sécurité au palais de justice de Malines" (n° 1796)

11.01 Sophie De Wit (N-VA): Il y a longtemps que les magistrats se plaignent de l'insécurité au palais de justice de Malines. La Justice a pourtant acquis un immeuble dans l'intention d'y transférer ses services, mais ce dossier est complètement bloqué.

Que pense le ministre des problèmes de sécurité au palais de justice de Malines? Compte-t-il prendre des initiatives pour mieux sécuriser le bâtiment? Peut-on dégager un budget à cet effet? Des investissements spécifiques ont-ils été réalisés ces dernières années afin d'améliorer la sécurité du palais de justice? D'autres palais de justice de construction ancienne font-ils l'objet de plaintes similaires? Quelle suite est réservée à ces plaintes? Quel est actuellement l'état du dossier de l'immeuble supplémentaire, situé de l'autre côté de la rue, acheté par la Justice? Le ministre juge-t-il souhaitable de conserver le palais de justice actuel ou estime-t-il qu'il faudrait plutôt chercher un immeuble plus moderne et mieux adapté? Un déménagement vers les locaux de l'hôpital situé à la Zwartustersvest est-il envisageable?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): En 2001 déjà, le programme de besoins actualisé offrait la possibilité à la Régie des Bâtiments d'acquérir le terrain situé en face dont la Régie n'est toutefois devenue effectivement propriétaire qu'en 2006. Le permis de bâtir demandé en décembre 2008 a fait l'objet d'un avis négatif des services de l'urbanisme en octobre 2009.

La situation sera améliorée dans l'actuel palais de justice par le transfert de plusieurs services dans le bâtiment situé en face et la réalisation de travaux de rénovation sur l'ancien site. Il est toujours prévu d'adopter face au problème de logement une approche globale, en ce compris un plan de sûreté global. La situation du palais de justice de Malines n'est pas différente de celle de bien d'autres palais de justice anciens.

La disponibilité à bref délai des bâtiments de la clinique située à proximité, Zwartustersvest, constitue une donnée nouvelle qui permettra peut-être de débloquer le dossier. Je souhaite que la totalité du programme de besoins soit réalisée dans le cadre d'un palais de justice fonctionnel et sûr, que ce soit dans le palais de justice actuel, dans le bâtiment d'en face ou dans la clinique de la Zwartustersvest.

J'ai demandé à mon administration de réexaminer ce dossier avec la Régie des Bâtiments à la lumière des nouveaux développements.

11.03 Sophie De Wit (N-VA): Avez-vous déjà prévu un calendrier?

11.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je n'ai aucune idée du calendrier. Je pourrai peut-être demander aux services de la Justice de procéder à une évaluation rapide des avantages et inconvénients des deux options.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "la dégradation des conditions de travail dans les prisons belges" (n° 1389)

12.01 Valérie Déom (PS): Le syndicat de la police belge (Sypol) a récemment évoqué les problèmes de surpopulation carcérale et de détention et les conditions de travail pour les agents pénitentiaires. Tout comme mon groupe, le Sypol recommande de se pencher sérieusement sur les mesures et peines alternatives.

Dans ses récentes observations, le Comité des droits de l'homme se dit préoccupé par la situation carcérale en Belgique. Selon ce comité, la Belgique devrait prendre toutes les mesures nécessaires afin d'améliorer les conditions de détention dans les prisons, accroître l'usage de la surveillance électronique, favoriser les libérations conditionnelles et accélérer l'entrée en vigueur des dispositions de la loi Dupont relatives au droit de plainte des détenus.

Pourriez-vous faire le point sur l'état d'avancement des engagements que vous avez pris concernant les peines et mesures alternatives dans votre note de février 2010?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Dans la note du 20 février 2010, et lors des débats parlementaires, je me suis exprimé au sujet de l'exécution des peines, en signalant sept points prioritaires.

Du fait des affaires courantes, je ne peux travailler de manière structurelle mais aborder seulement quelques éléments de réponse.

Concernant la surveillance électronique, je fais référence à ma réponse donnée en commission le 20 octobre dernier (voir *Compte rendu analytique* 53 COM 007 p. 26-28). Le Conseil des ministres du 3 décembre 2010 m'a demandé d'examiner comment cette surveillance pouvait être augmentée, compte tenu des moyens disponibles. J'ai donc fait le nécessaire.

Concernant les peines de travail, je me réfère également à ma réponse donnée en commission du 20 octobre dernier (*Ibidem*, p. 24-26). Il y a dix à onze mille peines alternatives par an. En la matière, nous avons atteint la limite. Les maisons de justice travaillent toutes différemment. Les solutions doivent être trouvées en leur sein. Il y a de moins en moins d'employeurs prêts à engager des personnes condamnées à de telles peines.

Les dossiers en attente sont en nette diminution: 1 358 au 31 juillet contre 789 au 30 novembre 2010.

Un nouvel instrument permet le calcul le plus réaliste possible de la charge de travail par maison de justice, afin de déterminer les besoins actuels et d'extrapoler les besoins futurs en personnel: 38 309 mandats concernant les missions pénales ont été comptabilisés au 31 janvier 2010 contre 39 789 au 30 novembre, soit 1 480 en plus.

En onze ans d'existence, les maisons de justice, qui centralisent tous les services connexes et que les autres pays nous envient, ont connu une augmentation de 63 % de dossiers: 44 000 nouveaux dossiers en 1999 contre 72 164 en 2009.

Pour l'harmonisation des modalités d'exécution de leurs missions, la concertation a été organisée au niveau régional et local depuis février 2010. Les missions relatives à l'exécution des peines possèdent également leurs structures de concertation fédérale et locale, comme prévu dans la loi de 2006.

Les dossiers à poursuivre sont celui des internements et des internés et la mise en application des articles de la loi Dupont.

12.03 Valérie Déom (PS): Les maisons de justice font un excellent travail. Il faut continuer à mettre des moyens à leur disposition. Pourtant, elles sont méconnues du citoyen. Il faudrait mieux les faire connaître.

En ce qui concerne les peines de travail, les contrats conclus avec les communes fonctionneraient relativement bien. Il faut cependant encore les accentuer. En revanche, une modification législative a permis de les mentionner au casier judiciaire. Des avocats et des associations ont fait remarquer qu'elles risquaient donc de se trouver en perte de vitesse. Ne vaudrait-il pas mieux modifier à nouveau la législation?

Je vous encourage dans la voie que vous suivez, même en affaires courantes. Dans ce contexte, des solutions structurelles sont difficiles à prendre. Néanmoins, les prisons ont des problèmes depuis plusieurs

années, elles redeviennent de véritables poudrières.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'équilibre linguistique au sein du SPF Justice et en particulier au sein de la Direction générale Législation" (n° 1889)

13.01 Sophie De Wit (N-VA): Le déséquilibre linguistique – aux dépens des néerlandophones – au sein du SPF Justice existe depuis longtemps et à tous les niveaux. L'ancienne ministre, Mme Onkelinx, s'était engagée à rétablir l'équilibre linguistique avant fin 2005. En 2011, le problème n'est toujours pas résolu.

Quels sont les chiffres en matière de répartition entre les rôles linguistiques du personnel de la Direction générale Législation du SPF Justice au 1^{er} janvier 2011? Quelle est la répartition linguistique entre les chefs de service?

Comment se fait-il qu'aucun progrès n'ait été enregistré dans la remédiation au déséquilibre linguistique?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Seuls les services centraux sont dotés d'un cadre linguistique, la Direction générale Législation en est dépourvue. La Commission permanente de Contrôle linguistique recommande toutefois de tendre à l'équilibre le plus parfait possible.

Voici un aperçu du cadre linguistique global et de la manière dont il est actuellement complété. Au niveau A, il y a 49,20 % de néerlandophones et 50,80 % de francophones. Au niveau B, la répartition entre néerlandophones et francophones est de 51,5 % contre 48,2 %. Au niveau C, l'on recense 52,7 % de néerlandophones et 47,3 % de francophones et enfin au niveau D, l'on compte 45 % de néerlandophones et 55 % de francophones.

Dans les faits, la situation est toutefois très différente. Nous avons en effet au niveau A 37,8 % de néerlandophones et 62,18 % de francophones, au niveau B 38,9 % de néerlandophones et 61 % de francophones, au niveau C 45,71 % de néerlandophones et 54,2 % de francophones et au niveau D, 38,4 % de néerlandophones et 61 % de francophones.

Près de 26 % des francophones de niveau A ne sont pas présents en raison du fait qu'ils remplissent une charge au sein d'une cellule stratégique ou dans une institution internationale ou européenne. Chez les néerlandophones, cette proportion n'est que de 4,44 %. Tant ces fonctionnaires que leurs remplaçants sont comptabilisés pour évaluer l'équilibre linguistique.

Les fonctionnaires néerlandophones qui quittent la Direction générale sont toujours plus nombreux que les fonctionnaires francophones. De plus, pour des raisons d'économies, un certain nombre de places vacantes ne sont plus conférées.

La Direction générale compte 21 chefs de service: sept néerlandophones et quatorze francophones. Pour certaines procédures de promotion, seuls des candidatures francophones ont été introduites. Il convient de respecter le plus possible l'équilibre linguistique global. Dès que les mesures budgétaires le permettront, j'ai l'intention de recruter des fonctionnaires néerlandophones par le biais de procédures de sélection.

Il importe de rappeler que tous les services de la Direction générale sont à même de servir la population dans les deux langues nationales.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'utilisation de la visioconférence dans les tribunaux" (n° 1890)

14.01 Sophie De Wit (N-VA): Comme il n'existe pas de cour d'appel à Hasselt, toutes les affaires de première instance de Hasselt et Tongres sont envoyées à la cour d'appel d'Anvers. Afin de résoudre les problèmes que pose la grande distance qui sépare ces deux villes, l'ancien ministre de la Justice avait instauré la visioconférence dans les tribunaux. À peu près 28 % de toutes les affaires qui entrent en

considération pour être traitées avec utilisation d'une visioconférence le sont de cette façon. Ce nouveau système est très apprécié, à un point tel qu'il a déjà été récompensé par un prix du Conseil supérieur de la Justice. Toutefois, certains problèmes subsistent. Par exemple, il faut toujours faxer les documents alors que pour les partager, l'on pourrait se servir d'un scanner et d'un projecteur.

Comment le ministre évalue-t-il ce projet?

14.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je suis enthousiaste à propos du projet. Il fonctionne correctement, est très utile et devrait être étendu. Je suis également satisfait du taux de 28 %. Si toutefois une des parties marque son opposition, la méthode ne peut être appliquée.

14.03 Sophie De Wit (N-VA): Les avocats devraient peut-être utiliser davantage encore ce système.

14.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Peut-être. Mais tous les dossiers n'entrent pas automatiquement en ligne de compte. Les refus sont en outre inhérents à cette expérience. L'appréhension à franchir le pas subsiste et le système pourrait être utilisé davantage encore. Il est en tout état de cause utile d'encourager les avocats et les barreaux à l'utiliser.

Il est logique d'étendre un projet pilote qui bénéficie d'une évaluation favorable. Il nous faut alors une vue d'ensemble des besoins en matière de vidéoconférences en termes de localisation, de possibilités techniques, de cadre juridique, de volume et d'application.

Nous sommes parvenus pour la première fois à mettre sur pied un forum de concertation, de manière à définir l'approche dans le domaine des TIC entre l'administration du SPF, la magistrature et la cellule stratégique. Il existe désormais un protocole qui sera signé le mois prochain. Un groupe devra définir les souhaits de la magistrature; j'ai explicitement demandé quelles étaient les attentes en matière de vidéoconférence et j'attends la réponse. Dans l'intervalle, les démarches préparatoires techniques et administratives nécessaires sont entreprises.

14.05 Sophie De Wit (N-VA): Quelles sont les mesures envisagées par le ministre pour sensibiliser les avocats et les barreaux?

14.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Nous mettrons d'abord en œuvre un projet plus large et nous procéderons ensuite à une sensibilisation systématique. J'attends à présent une décision de l'organe concerné. Je suis convaincu que la vidéoconférence serait utile en de nombreux endroits, et plus particulièrement pour les affaires civiles et fiscales. Le premier objectif est que la vidéoconférence puisse être utilisée dans toutes les cours d'appel.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le protocole d'accord faisant suite au conflit social au sein de l'établissement pénitentiaire de Lantin" (n° 1925)**
- **M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "la rénovation des infrastructures pénitentiaires de Lantin" (n° 1926)**
- **M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "la situation à la prison de Lantin" (n° 1942)**

15.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): L'importance du conflit social de décembre 2010 à la prison de Lantin témoigne une fois de plus de la détérioration des conditions de travail au sein de nos établissements pénitentiaires.

Concernant le protocole d'accord conclu le 4 janvier 2011 avec les délégations syndicales de Lantin, quelles garanties accordez-vous quant à l'échelonnement des embauches entre janvier et avril? Quelles seront les modalités pratiques de cette remise à niveau du cadre du personnel?

S'agissant de déplacements internes d'agents, quelle a été votre analyse afin d'assurer la reprise d'un service de qualité dans les meilleurs délais? Il me revient que certains agents affectés à des tâches de surveillance en liaison avec le personnel médical se verraient affectés à d'autres postes. Cette option ne se

révèle-t-elle pas hasardeuse?

La reconnaissance d'une adaptation structurelle du cadre du personnel en fonction du nombre de détenus effectifs au sein de l'établissement qui semble se dégager du protocole mènera-t-elle à une attention soutenue au niveau de l'ensemble des établissements de notre pays?

Le 20 avril 2010, en réponse à une de mes questions, vous m'aviez confirmé un échelonnement en trois phases des travaux de rénovation prévus en 2010 au sein de l'établissement de Lantin. En outre, vous précisiez qu'une étude en cours concernait des travaux annexes (voir *Compte rendu analytique* 52 COM 864, p. 1-3). Il me revient néanmoins que la majeure partie des travaux de rénovation se feraient toujours attendre.

À ce jour, quelles rénovations ont été menées à bien et lesquelles sont restées en souffrance? Pour ces dernières, comment expliquez-vous les retards par rapport au calendrier annoncé? Comptez-vous effectuer ces rénovations dans les meilleurs délais?

15.02 André Frédéric (PS): Il y a régulièrement des mouvements de grève préoccupants. En période de fêtes, ils le sont encore plus car les détenus vivent dans des conditions matérielles difficiles et la police, réquisitionnée pour remplacer le personnel, rechigne.

Pour la prison de Verviers, vous avez rempli vos engagements puisque le personnel annoncé est arrivé. C'est une bonne nouvelle.

Mais je pense maintenant à la sécurisation de la prison de Lantin. Je voudrais que vous nous confirmiez le contenu du préaccord intervenu. Êtes-vous convaincu qu'il réponde aux besoins réels et qu'il permettra d'éviter de nouveaux mouvements de grève dans six mois? Quelles dispositions avez-vous déjà prises depuis le préaccord de mercredi?

15.03 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Le dossier de rénovation et de surélévation des clôtures de protection, d'installation de dispositifs techniques et de détection du périmètre a été introduit dès 2008 à la Régie des Bâtiments. Celle-ci a lancé la procédure d'adjudication, mais une erreur a été commise dans l'estimation des coûts. Le dossier doit donc être réévalué.

La rénovation de la cuisine a démarré en août 2010 (fin des travaux prévue en mars-avril 2011). Le central téléphonique a reçu un *upgrading* comme prévu. L'abattage des arbres se fera ce mois-ci.

L'étude sur la sécurisation des préaux, le renouvellement du système de surveillance et le remplacement des châssis est terminée. La Régie procèdera aux engagements nécessaires cette année, pour des travaux échelonnés sur 2011 et 2012.

Pour le reste, la Régie ne prévoit pas d'initiatives concrètes, les travaux n'étant pas considérés comme prioritaires. Des discussions sont cependant en cours, afin de la sensibiliser à la nécessité de procéder aux travaux demandés. Pour le reste, je vous renvoie à mon collègue en charge de la Régie.

Le protocole indique que "l'autorité réaffirme sa volonté de trouver une solution durable pour remplacer la maison d'arrêt de Lantin". J'ai refait une proposition, mais il est difficile d'agir en affaires courantes. Le "master plan" insiste sur une solution durable, c'est-à-dire une nouvelle construction.

J'avais proposé Paifve parce que nous possédons les terrains.

Une réunion a eu lieu entre le représentant de ma cellule stratégique et ceux de l'administration pénitentiaire et des organisations syndicales de la prison de Lantin. Nous avons déposé des propositions spécifiques même si, dans le contexte des affaires courantes et de l'absence de tout budget, l'exigence de 32 agents

supplémentaires ne pouvait être satisfaite. Un protocole d'accord a été signé. Il prévoit la fixation des effectifs à 650, sept contrats de remplacement pour une entrée en service prévue en février et un renfort temporaire de dix personnes.

Par ailleurs, l'autorité s'engage à acheter des *talkies-walkies* afin de remédier rapidement au problème de communication, dans l'attente du système global d'interphones. Le dossier est en cours. Des travaux de sécurisation du périmètre sont prévus et l'autorité s'engage à en faire accélérer l'exécution dans la mesure du possible. Mais je ne veux pas m'enfermer dans un calendrier précis, car j'ai déjà eu des problèmes à ce niveau. Des échéances trop précises sont plutôt source de conflit que d'apaisement. Les prévisions ont été clairement annoncées aux organisations syndicales, tout en leur rappelant d'éventuels impondérables. Mais l'administration met tout en œuvre pour respecter ses engagements dans les délais les plus brefs.

Le Selor a été contacté afin qu'il nous remette la liste des candidats pour augmenter le cadre du personnel en vue de la réouverture de quartier de haute sécurité. Elle est attendue pour fin janvier; ensuite la procédure de recrutement continuera. Les entretiens de sélection pour les contrats de remplacement ont démarré ce lundi 10 janvier.

La remise à niveau du personnel se fera à partir du mois de février en tenant compte de la durée des procédures de recrutement et de la disponibilité des candidats retenus.

En ce qui concerne les déplacements internes, il s'agit d'une récupération de postes non occupés ou jugés moins prioritaires par l'administration en concertation avec la direction locale et qui ne met pas en danger l'ordre, la sécurité ni le bon fonctionnement de l'établissement. Les organisations syndicales ne s'opposent pas aux glissements proposés.

La réévaluation des postes dans l'ensemble des établissements pénitentiaires sera le grand débat de l'avenir. Nous devons connaître les besoins exacts en personnel pour chaque prison. Le projet de vision globale a démarré au sein de l'administration, mais il est prématuré de vouloir en tirer des conclusions.

15.04 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Concernant l'infrastructure, les erreurs d'approximation dans l'évaluation des coûts me surprennent, tout comme le fait que certains travaux soient jugés non prioritaires par la Régie des Bâtiments.

Concernant Lantin, je vous remercie d'avoir fait en sorte qu'un accord puisse voir le jour.

15.05 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): Demain, au collège de police de la zone, je rencontrerai les six bourgmestres concernés, en présence du gouverneur et du commissaire général de la police. Nous allons discuter de la relation entre police et prison et des actions entreprises, notamment par le chef de corps, M. Adam.

15.06 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Cette démarche est la bienvenue. Mais quand les délégations syndicales ont défendu l'accord devant leurs affiliés, le vote final a été de 53 pour, 50 non et 4 abstentions. Autrement dit: un "oui, mais" sur l'évaluation de la situation dans cet établissement en mars et avril et surtout sur le respect des échéances, étant donné qu'ils ont déjà été déçus par rapport aux infrastructures et au personnel.

Monsieur le ministre, je comprends que vous ne vous enfermiez pas dans des délais trop stricts, et les syndicats peuvent faire preuve de compréhension. Mais il ne faudrait pas que les délais soient trop importants!

15.07 **André Frédéric** (PS): Merci pour cette réponse complète.

L'incident est clos.

16 **Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de la Justice sur "l'évaluation de la loi sur les loyers" (n° 1883)**

16.01 Stefaan Vercamer (CD&V): La garantie locative pose problème, en particulier le non-respect de la loi de 2007. Pour résoudre les problèmes, une application correcte de la loi s'impose. Le prédécesseur du ministre aurait initié l'évaluation de la loi.

Pourquoi la loi sur les baux à loyer de 2007 n'a-t-elle pas encore été évaluée? Quand cette évaluation sera-t-elle terminée? Que compte faire le ministre pour apporter une solution aux problèmes de longue date en attendant l'évaluation?

16.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): La loi de 2007 a introduit un nouveau système de garantie bancaire afin que les locataires respectent leurs obligations en matière de garantie locative. Ce système prévoit que le locataire peut payer la garantie, d'un montant maximal équivalant à trois mois de loyer, en effectuant des versements mensuels échelonnés sur toute la durée du bail, avec un délai maximum de trois ans.

Cette même loi prévoit également une évaluation de ce système un an après son entrée en vigueur. C'est le ministre de la Justice qui doit effectuer cette évaluation, compte tenu d'une évaluation réalisée sur le terrain. Cette évaluation est actuellement effectuée par le Rassemblement bruxellois pour le droit à l'habitat, en collaboration avec des partenaires flamands et wallons de première ligne.

Par ailleurs, le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté prévoit également la constitution d'un groupe de travail chargé d'évaluer le système de garantie locative utilisant la garantie bancaire. Ce groupe de travail dépend du comité de concertation.

Lors de la réunion du 16 septembre 2009 du comité de concertation, un groupe de travail technique a été créé sous la présidence du ministre de la Justice; il est composé du premier ministre, des vice-premiers ministres, du secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, des ministres-présidents et des ministres compétents en matière d'habitat, de logement et de lutte contre la pauvreté à tous les niveaux de pouvoir.

Ce groupe de travail technique s'est déjà réuni à plusieurs reprises et a auditionné des experts et des représentants d'organisations. Vu la situation politique actuelle, les activités de ce groupe de travail sont à l'arrêt. Le gouvernement ne peut pas prendre d'initiatives législatives, mais ce n'est pas le cas du Parlement.

16.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Il est préférable d'attendre l'évaluation avant de songer à élaborer de nouvelles lois. J'espère la constitution d'un gouvernement.

16.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je partage entièrement cet espoir.

L'incident est clos.

17 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur "l'implication de membres du pouvoir judiciaire dans les négociations" (n° 1949)

17.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Le week-end dernier, un journal flamand a évoqué des contacts dans les coulisses entre le MR et le PS, en citant dans ce contexte le nom de l'avocat général Leys.

Une fonction au sein du pouvoir judiciaire est-elle compatible avec celle de négociateur représentant un parti politique? Un tel comportement peut-il se justifier sur le plan déontologique? Quelles mesures peuvent être envisagées à cet égard?

17.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Nous avons déjà mené précédemment ce débat sur la présence de magistrats dans des cabinets. Un prochain gouvernement devra clarifier les choses sur ce plan. Cela n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant. J'ai aussi lu les articles dans *La Libre Belgique* et *De Morgen*. Je vous lis la réponse de M. Leys.

(*En français*) "Je n'ai jamais été membre du parti socialiste. Depuis que je suis magistrat, je n'ai participé pour compte d'aucun parti à une négociation politique. Durant l'automne 2010, j'ai déjeuné avec deux amis de longue date: MM. Louis Michel et Gilles Mahieu. C'était un déjeuner privé durant lequel aucun sujet politique n'a été évoqué. Veuillez agréer, monsieur le Procureur général, l'assurance de ma haute

considération."

La participation à un déjeuner a été confirmée, mais le magistrat affirme qu'il s'agissait d'une affaire privée, affirmation qu'il m'est évidemment impossible de vérifier.

17.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Il ne faut par ailleurs pas négliger la lettre de l'avocat général. Il y a probablement encore d'autres personnes présentes autour de la table à propos desquelles on peut se poser certaines questions.

Un magistrat déjeune avec qui bon lui semble et a parfaitement le droit d'être engagé politiquement. Mais il semble que l'un des convives ait eu des doutes sur le caractère strictement privé de l'affaire. Des problèmes de perception risquent alors d'apparaître et d'aucuns pourraient s'interroger sur une éventuelle menace qui pourrait peser sur l'indépendance des personnes concernées. La séparation des pouvoirs, invoquée très récemment à juste titre, doit demeurer notre préoccupation majeure.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 22.

De vergadering wordt geopend om 14.01 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de nieuwe kansspelwet" (nr. 1876)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): In afwachting van de wijziging van de kansspelwetgeving is op 12 mei 2009 een KB in werking getreden om deelnemers aan belspelletjes beter te informeren over het spelreglement, de werking van de Kansspelcommissie te verbeteren, beter te informeren over die commissie en de speler tegen zichzelf te beschermen. Toch worden mensen nog steeds bedrogen.

Op 1 januari 2011 werd de kansspelwetgeving definitief gewijzigd. De staatssecretaris wou de organisatoren verplichten om eerst door een deurwaarder te laten vaststellen dat de vragen van een normaal niveau voor de gemiddelde speler zijn.

Hoe zal dat niveau worden bepaald? Wordt een nieuw streefcijfer vastgelegd voor het aantal winnaars in één uitzending?

Voormalig minister van Justitie Vandeuren wou in 2008 al onjuiste antwoorden continu in beeld laten brengen.

Waarom werd dit niet opgenomen in het KB? Zal dit alsnog gebeuren? Zal men ook de verplichte minimumleeftijd van 18 jaar duidelijk en continu in beeld brengen? Zal dat ook gelden voor andere verplichte boodschappen?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): De belspelletjes zouden, als een van de elementen van de nieuwe kansspelwetgeving, het voorwerp worden van een nieuw KB na 1 januari. Door de val van de regering leek het niet meer mogelijk om de uitvoeringsbesluiten nog te realiseren. Gelet op de lange regeringsvorming is men toch overgegaan tot de bijeenroeping van een interkabinettenwerkgroep, om de wet nog te kunnen laten ingaan op 1 januari.

Wat de belspelletjes betreft hebben we teruggekoppeld naar het KB van 12 mei 2009, waar al een aantal beschermingsmaatregelen in opgenomen zijn. Die volstonden echter niet en een aantal wantoestanden bleef bestaan. Het nieuwe KB moet dat oplossen. Ons ontwerp werd politiek overlegd en ook aan

consumentenorganisaties voorgelegd.

Uit het overleg zijn een aantal aanpassingen voortgevloeid, die nu worden voorbereid. Daarna wordt opnieuw overlegd.

Omdat de belspelletjes voortaan vergunningsplichtig zullen zijn, zal de Kansspelcommissie sancties kunnen nemen als vergunninghouders zich niet aan de regels houden.

In concreto betekent dit dat overtredingen tot schorsing of intrekking van de vergunning kunnen leiden.

Aanvankelijk wilden we de controle aan een gerechtsdeurwaarder overlaten, maar het is praktisch niet haalbaar gebleken om gerechtsdeurwaarders daarmee te belasten. Een inhoudelijke controle is hoe dan ook subjectief en een gerechtsdeurwaarder mag alleen objectieve vaststellingen doen. De Kansspelcommissie zal dus zelf moeten toetsen of bepaalde vergunninghouders de regels overtreden of niet.

Men is er nog niet uit of de foute antwoorden in beeld moeten worden gebracht of niet. Er loopt een discussie over de voor- en nadelen en ik kan dus nog niet zeggen of dit voorstel gehandhaafd zal blijven of niet. Het is af te wachten of er nog een consensus zal worden bereikt door deze regering van lopende zaken.

In het jaar 2010 zou geen enkele klacht binnengelopen zijn over minderjarigen die aan belspelletjes hebben deelgenomen. Er wordt constant op het scherm geprojecteerd dat minderjarigen niet mogen deelnemen. We hebben niet de intentie om iets te veranderen aan de regels over minderjarigen.

01.03 Sarah Smeyers (N-VA): Moet de Kansspelcommissie zelf op zoek naar overtredingen tegen de regels over het type vragen?

01.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Neen. De Kansspelcommissie moet klachten onderzoeken. Blijken de klachten gegrond, dan kan de commissie sancties opleggen.

01.05 Sarah Smeyers (N-VA): Het lijkt me een goed systeem, op voorwaarde dat er ook effectief opgetreden wordt en dat de spelers voldoende weten dat ze een klacht kunnen indienen. Ik hoop dat het KB er snel komt.

01.06 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Door de samenstelling van de Kansspelcommissie denk ik wel dat het sanctiesysteem zal werken. Het Parlement behoudt nog altijd de controle.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "de koninklijke besluiten ter uitvoering van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen" (nr. 1783)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Om de wet tot wijziging van de wetgeving op de kansspelen volledig toepassing te laten vinden, moet er een hele reeks KB's worden uitgevaardigd.

Om hoeveel KB's gaat het? Hoeveel KB's zijn er al goedgekeurd? Tegen wanneer zullen de werkzaamheden voor de andere KB's afgerond zijn?

02.02 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): De nieuwe kansspelwet moest in werking treden op 1 januari 2011 en moest gepaard gaan met een aantal KB's. Het gaat om enkele tientallen KB's. Een aantal van die KB's moet in de ministerraad overlegd worden. Tot op heden heb ik alle ontwerpen – ook degene die niet aan de ministerraad moeten worden voorgelegd – aan de ministerraad voorgelegd.

Omdat de huidige regering in een periode van lopende zaken is, kunnen enkel die KB's genomen worden waarover alle regeringspartijen het eens zijn dat ze hoogdringend zijn.

Omwille van het uitblijven van een nieuwe regering werd eind vorig jaar werk gemaakt van de KB's die betrekking hebben op de nieuwe vergunningen die de Kansspelcommissie dit jaar zal moeten uitreiken. Het gaat om de vergunningen inzake weddenschappen, de F1- en F2-vergunningen, de aanvullende vergunningen inzake internetkansspelen – de zogenaamde plusvergunningen – en de vergunningen inzake mediaspelen, de G1- en de G2-vergunningen.

In december 2010 werden achttien KB's aan de ministerraad voorgelegd. Elf besluiten hadden betrekking op de weddenschappen, twee op de procedure om een aanvullende internetvergunning te bekomen, één op de retributies en waarborgen die aan de Kansspelcommissie voor het jaar 2011 betaald moeten worden, één op de uitsluiting van een speler door de belanghebbende derde of omwille van een collectieve schuldenregeling, twee hadden betrekking op de mediaspelen waarvoor een G2-vergunning nodig is.

Alle KB's aangaande weddenschappen en deze met betrekking tot het waarborg- en retributiesysteem, werden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2010. Voor de andere voornoemde KB's die werden voorgelegd aan de ministerraad, dient men nog het advies van de Raad van State af te wachten.

De ontwerp teksten voor de besselletjes – vergunning G1 – en de andere mediaspelen – vergunning G2 – werden op 20 december op een overlegvergadering met vertegenwoordigers van de sector en van de consumentenverenigingen besproken. Op basis van de daar gemaakte opmerkingen zullen de ontwerpen van KB eerstdaags verder worden verfijnd. Dan zal worden nagegaan of ook deze ontwerpen nog door de regering van lopende zaken kunnen worden goedgekeurd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1894 van de heer Terwingen wordt uitgesteld.

03 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "Justscan" (nr. 1775)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Justscan, het project waarmee gerechtelijke dossiers worden gedigitaliseerd, is op 1 maart 2007 gestart in Antwerpen, Brussel, Bergen, Brugge en Luik.

In welke mate maken de proefsites gebruik van Justscan? Welk arrondissement staat het verst? Over welke apparatuur beschikken ze om Justscan uit te voeren? Is er voldoende personeel om het systeem te bemannen? Welke investeringen zijn er gedaan in Justscan? Voor welke dossiers wordt het systeem vooral gebruikt? Hoe zal het systeem worden uitgebreid, inhoudelijk en territoriaal? Zijn de middelen daarvoor voorhanden?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Toevallig vindt net morgenochtend een overleg plaats over de ICT-toepassingen, waaronder Justscan.

Justscan wordt in de verschillende proefsites gebruikt volgens de eigen prioriteiten en mogelijkheden. Sommige rechtbanken digitaliseren alle dossiers van bepaalde kabinetten van onderzoeksrechters, andere selecteren dan weer op basis van de tenlasteleggingscodes of de omvang van het dossier. Justscan is een soepel systeem en kan aan de behoeften worden aangepast.

Op alle sites wordt de mogelijkheid gebruikt om een gedigitaliseerde kopie van een ingevoerd dossier te geven aan de partijen die erom vragen.

De scanners die worden gebruikt, zijn van het type Kodak i610 en kunnen gemiddeld 80.000 bladzijden per dag scannen. Wegens het werkritme of de afstand tussen de gebouwen werd op sommige sites in een tweede of derde scanner voorzien.

Oorspronkelijk werd met Justscan de behandeling van strafdossiers beoogd. Uit een analyse van de technologische mogelijkheden blijkt dat de toepassing kan worden uitgebreid.

Er is in personeel voorzien voor de werking van Justscan en er worden opleidingen georganiseerd op de

proefsites.

In 2006 besteedde het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie ongeveer 1.400.000 euro aan de opbouw van Justscan. In 2007, 2008, 2009 werd er 460.000, 230.000 en 280.000 euro aan besteed. Om de derde fase van Justscan te kunnen realiseren, werd het budget in 2010 opgetrokken tot 1.932.000 euro.

We moeten nu nagaan hoe via Justscan een integrale aanpak kan worden doorgevoerd. De hoogdringendheid van bepaalde dossiers heeft ertoe geleid dat Justscan ook al in andere arrondissementen werd geïnstalleerd, zoals Hasselt – met het dossier-Janssen – en Charleroi. We zijn nu bezig met een uitbreiding van Justscan over alle arrondissementen, in samenspraak met de gerechtelijke wereld. Er is een ontwerpplan opgesteld en het nodige budget is er.

De derde fase zal acht maanden duren en start deze maand. Na acht maanden moet de laatste grote uitrol mogelijk worden. Er is hierover permanent overleg met de gerechtelijke wereld. Door de aanwezigheid van multifunctionele fotokopieerapparaten hoeft de scanning van de documenten niet beperkt te blijven tot de 27 rechtbanken van eerste aanleg. Het proefproject was geslaagd. Nu komt het erop aan het naar alle arrondissementen uit te breiden. Wat mij betreft, kunnen dossiers zelfs digitaal worden opgemaakt in plaats van eerst een papieren versie te maken en die dan in te scannen.

03.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Bedoelt de minister met de derde fase de uitbreiding van het project naar alle arrondissementen of slechts naar een aantal arrondissementen?

03.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het gaat over de uitbreiding naar alle gerechtelijke arrondissementen, gelijktijdig met het project van de standaardisatie van de werkomgeving.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de winkeldiefstallen door Roma-diefjes" (nr. 1936)

04.01 Bert Schoofs (VB): Minderjarige criminelen, meestal Roma, bezoeken sinds kort ook de provinciesteden om diefstallen te plegen en te bedelen.

Welke specifieke maatregelen kunnen worden genomen? Wordt er een studie gepland? Klopt het dat onlangs vijf minderjarigen werden opgepakt en inmiddels alweer vrijgelaten? Klopt het dat twee van hen doorverwezen werden naar een gesloten jeugdinstituut, maar niet konden worden geplaatst wegens een gebrek aan opvangcapaciteit?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op basis van de cijfergegevens kan ik niet bevestigen dat er een plaag zou zijn van diefstallen door jonge zigeuners. Dat wordt niet geregistreerd. Ik doe daar dan ook geen uitspraak over.

Een plaatsing in een open instelling is maar mogelijk voor minderjarigen die minstens 12 jaar oud zijn en zwaarwichtige feiten hebben gepleegd, in een gesloten instelling moet de jongere minstens 14 jaar oud zijn en moeten de feiten nog zwaarwichtiger zijn. De bedoelde jongeren beantwoorden meestal niet aan deze criteria. De enige maatregelen zijn dan de berisping, de ondertoezichtstelling van de sociale dienst en de intensieve educatieve begeleiding.

Romakinderen worden vaak onder valse voorwendselen gerekruteerd bij hun families en ingezet door bendes. Deze kinderen zijn dus zelf ook het slachtoffer van mensenhandel en georganiseerde criminaliteit. Bovendien gaat het hier om een minderheidsbevolking die te kampen heeft met sociaaleconomische problemen, racisme en discriminatie in verschillende landen. Er mag dus zeker geen nieuwe stigmatisering in de hand worden gewerkt.

Het is aan de Gemeenschappen om specifieke maatregelen uit te werken. Voor de Vlaamse Gemeenschap verwijs ik naar de beleidsbrief Inburgering en Integratie van collega Bourgeois.

Op 3 januari 2011 werden drie minderjarige meisjes van Roemeense nationaliteit op heterdaad betrapt bij een winkeldiefstal in Tongeren. Slechts een van de drie had een officieel verblijfsadres. De jeugdrechter kwalificeerde de feiten als een eenvoudige diefstal, zodat een opsluiting in een gesloten instelling niet mogelijk was. In de instelling De Markt te Mol was er ook geen plaats. Daarom vertrouwde de jeugdrechter de betrokkenen toe aan het Signalement van niet-begeleide Europese minderjarigen in kwetsbare toestand (SEMK). Omdat er daar ook geen plaats was, mochten de minderjarigen noodgedwongen beschikken. De minderjarige die officieel was ingeschreven, kreeg één maand huisarrest.

04.03 Bert Schoofs (VB): Het zijn nu eenmaal Roma-diefjes uit het Brusselse die de winkelsteden afschuimen. Het is niet mijn bedoeling om te stigmatiseren, maar ik verwijs naar onderzoeken in Nederland van Marion Van San. Bepaalde culturen leggen zich nu eenmaal toe op bepaalde zaken, soms op positieve activiteiten en soms op vormen van criminaliteit. Als ik een vraag stel naar genitale verminking bij vrouwen, dan viseer ik ook niet de Scandinavische gemeenschap in België.

Wij moeten door de politiek correcte koek durven bijten. Zigeunkinderen worden al jaren steeds weer opgepakt en vrijgelaten, maar eigenlijk gebeurt er niets. Ik kan enkel aandringen op een studie ter zake, om eindelijk tot een degelijk jeugdsanctierecht te komen.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de toegang tot het Rijks- en Strafrechtregister door het parket bij advies over naturalisaties" (nr. 1787)

- de heer Theo Francken aan de minister van Justitie over "de toepassing van het KB van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafrechtregister" (nr. 1846)

05.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Het Parlement kan de naturalisatie verlenen aan mensen die een aanvraag indienen en die voldoen aan een aantal objectieve criteria. Het is daarbij verplicht om een aantal adviezen te vragen, bijvoorbeeld van het parket.

Op 23 november heb ik de minister gesignaleerd dat de parketten geen toegang hebben tot het overzicht van de opeenvolgende woonplaatsen in het Rijksregister. Is er al een initiatief genomen?

Tussen het vragen van het advies en het uiteindelijk afhandelen van het dossier zit soms een aantal maanden. Het is heel belangrijk dat de ambtenaren van de administratie toegang krijgen tot het strafregister, zodat zij het actuele strafregister kunnen consulteren om kennis te krijgen van eventuele nieuwe feiten. Dit zou mogelijk zijn via het KB van 19 juli 2001. Is de minister bereid om ook hier in de nodige aanpassingen te voorzien?

05.02 Theo Francken (N-VA): Ik sluit mij aan bij de vragen van mevrouw Van Cauter. Waarom is dit KB na negen jaar nog steeds niet van toepassing?

05.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Morgen is een uiteenzetting gepland over de informatisering, de problemen die daarbij komen kijken en de stappen die wij in 2011 willen zetten. Het Centraal Strafrechtregister is een cruciale databank voor Justitie.

Het KB van 2001 dat toegang verleent aan bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafrechtregister, wordt wel degelijk toegepast. Omdat de computers van de betrokken diensten niet gekoppeld zijn aan dat register, gaat het voorlopig nog niet om een rechtstreekse toegang. Momenteel hebben alleen de diensten van de FOD Justitie de mogelijkheid om het register rechtstreeks te consulteren. De andere diensten, zoals de commissie Naturalisaties, heeft toegang via e-mail, brief of fax. De commissie Naturalisaties vraagt wekelijks gemiddeld 350 uittreksels uit het strafregister aan via de gewone post. De behandeling van die aanvragen neemt twee tot drie dagen in beslag.

De online raadpleging van het Centraal Strafrechtregister door de verschillende administratieve overheden zal pas mogelijk zijn wanneer er op basis van het Rijksregisternummer gezocht kan worden en wanneer de

noodzakelijke informaticatoepassing verder ontwikkeld is. Dat is een van onze prioriteiten. Aangezien dat niet alleen afhangt van de FOD Justitie, kan ik niet inschatten wanneer de informatica ontwikkeld zal zijn. Ik dring aan op een spoedige realisatie.

05.04 Carina Van Cauter (Open Vld): Het is goed dat de minister morgen een uiteenzetting geeft, maar de situatie zoals ze nu is in de commissie Naturalisaties, kan niet langer blijven duren. De adviezen hebben wij nodig om ons werk te doen. Dat is enkel de toepassing van bestaande regelgeving. Er wordt nu gezegd dat de toepassing niet meer aangepast kan worden, omdat de ontwerpers ervan niet meer voor Justitie werken. Hoe kan dat? De gemeentebesturen en andere diensten hebben wel toegang tot het systeem en wij zouden dat niet kunnen hebben. Ik vraag of er al stappen werden gezet, maar ik krijg geen antwoord. Volgens mij is de oplossing echter niet eens zo moeilijk. Waarom wordt daar geen werk van gemaakt?

Hopelijk worden de aanvragen aan het Centraal Strafregister niet aangetekend verstuurd. Wat zijn de portkosten van deze aanvragen? Nu moeten wij een advies verlenen op basis van dossiers die een aantal jaren oud zijn. Dat is een verantwoordelijkheid die wij niet kunnen nemen. Wij hebben recente adviezen nodig die makkelijk op te vragen zijn zonder geldverspilling. Wanneer zal het Rijksregister worden aangepast? Wanneer krijgen wij toegang tot het strafregister? Kan er worden bespaard op de portkosten?

05.05 Theo Francken (N-VA): Een gemeentebestuur of een dienst van de FOD Justitie kan het strafregister wel online raadplegen, maar de dienst Naturalisaties kan het niet. Ik begrijp niet hoe dat mogelijk is. De N-VA zal in de commissie Naturalisaties steeds een negatief advies uitbrengen als een advies meer dan een jaar oud is. Er moet dan een nieuw advies van het strafregister worden aangevraagd. Concreet betekent dat er de komende maanden tienduizenden dossiers teruggestuurd moeten worden, want in bijna alle dossiers is het advies van het parket ouder dan een jaar. Wij kunnen mensen de gunst van de nationaliteit niet geven als we er niet zeker van zijn dat zij het voorbije jaar of langer niets ernstig mispeuterd hebben. Het is voldoende om één computer te installeren met rechtstreekse toegang en het probleem is opgelost. Ik hoop dat zoiets na negen jaar wachten eindelijk mogelijk wordt.

05.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dit is inderdaad geen prettig verhaal. De wetgeving in verband met het strafregister heb ik tijdens de vorige regeerperiode mee gecreëerd. Er werden toen ook schema's voor de implementatie ervan uitgewerkt, maar die zijn niet opgevolgd. De oplossing is echter moeilijker dan alleen een databank op een computer te zetten. Ik zal vandaag geen loze beloften doen. Morgen zal een overzicht gegeven worden waarin de prioriteiten opnieuw vastgelegd worden en het strafregister is een van de prioritaire dossiers.

Destijds is daar een specifieke dienst voor gecreëerd. Er zouden nog 300.000 gegevens ingebracht moeten worden vooraleer dit betrouwbaar was. Ook de overgang tussen de bestaande registers en het nieuwe register moet nog gerealiseerd worden.

Als de adviezen van het parket niet ouder meer mogen zijn dan een jaar, moeten we daar wel afspraken over maken, zodat al die oude dossiers met prioriteit behandeld kunnen worden. Ik zal de diensten vragen om contact op te nemen met het secretariaat van de commissie Naturalisaties om een werkmethode af te spreken over de informatie-uitwisseling.

05.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Vorige keer zei de minister dat wat betreft de toegang tot het Rijksregister een aantal technische ontwikkelingen zullen worden voortgezet en dat de toegang over enkele maanden gerealiseerd zou zijn.

Het is erg belangrijk om alle woonplaatsen van de aanvragers te kennen, zodat kan worden nagegaan bij de lokale politie van al die woonplaatsen of er daar geen feiten werden gepleegd.

05.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In verband met het Rijksregister ga ik akkoord. Het strafregister is echter veel complexer.

05.09 Carina Van Cauter (Open Vld): Binnen twee maanden zal ik de minister opnieuw over het Rijksregister ondervragen over wat gerealiseerd is.

Het is goed dat de minister nu afspraken wil maken tussen de commissie en het strafregister en dat hij kostenbesparend wil optreden. In plaats van alles met de post te versturen, kan er ook met e-mail gewerkt worden. De rechtstreekse toegang tot het strafregister is echter de beste oplossing en moet zo snel mogelijk gerealiseerd worden.

05.10 Theo Francken (N-VA): Het KB is al meer dan tien jaar oud. De situatie is pijnlijk. De komende weken of maanden zal de commissie Naturalisaties dus over duizenden dossiers een nieuw advies van het parket ontvangen. Ook ik zal in de komende weken opnieuw een vraag indienen over de stand van zaken.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "het tekort aan terrorismespeurders" (nr. 1935)
- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Justitie over "de noodkreten van federaal procureur Delmulle" (nr. 1948)

06.01 Bert Schoofs (VB): Federaal procureur Delmulle heeft verklaard dat er een tekort aan terrorismespeurders is, zodat broodnodig proactief onderzoek vrijwel onmogelijk is.

Hoe reageert de minister op deze verklaringen? Volstaat de huidige personeelsbezetting van 103 mensen? De procureur pleit voor een verdubbeling. Zijn er voldoende mogelijkheden voor de beveiliging van data en datacommunicatie? Zijn er voldoende vertalers en tolken om de terreurdreiging te counteren? De lijst van te volgen groeperingen kan nu niet worden bijgewerkt. Hoe moet die volgens de minister wel worden afgehandeld? Hoe staat de minister tegenover de indeling van de terrorismedossiers in vier prioriteitsniveaus? Wat vindt hij van de eventuele oprichting van een nationale onderzoekseenheid?

06.02 Siegfried Bracke (N-VA): Tot nu toe hebben we een behoorlijk goed parcours inzake terrorismebestrijding afgelegd. Laat ons hopen dat het zo blijft.

De minister wil het personeelstekort opvangen door mensen op te leiden bij de plaatselijke parketten. Hoe snel kan dat? Kan dat binnen lopende zaken?

Er zijn inderdaad lacunes in de wetgeving. Hoe ver staat de minister hiermee?

De telefoon en het mailverkeer van de procureur zijn niet extra beveiligd. Er is een informaticaprobleem bij Justitie, maar ten minste die cruciale informatie zou men toch moeten kunnen beveiligen.

06.03 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): In een interview pleitte de federale procureur voor meer en vooral gespecialiseerde capaciteit. In dat verband ben ik geen voorstander van de oprichting van een aparte, nationale onderzoekseenheid inzake terrorisme of van een politie binnen de politie. Ik ben veeleer gewonnen voor de bestaande geïntegreerde politie, waarbij dan wel binnen het geheel op een flexibele en verstandige manier moet worden gewerkt.

De tien jaar politiehervorming waren alleszins een stap in de goede richting, maar door het steeds specifiekere en complexere politiewerk moet men de mensen flexibel kunnen inzetten. Nu wordt er in federale terrorismeonderzoeken nog te veel gedecentraliseerd gewerkt. Het uitgangspunt is dat de federale procureur beschikt over de researchcapaciteit van die gedecentraliseerde eenheden en binnen elk van die eenheden bovendien ook een beroep kan doen op een gereserveerde researchcapaciteit. Mits goede afspraken moet men die aanwezige capaciteit zo efficiënt mogelijk kunnen organiseren, wat een goede opleiding en specialisatie van de korpsen vereist.

Een juiste verdeling van de politiecapaciteit betekent een permanent debat tussen de korpsen onderling, tussen het lokale en het federale niveau, en op het federale niveau. Het professionalisme van de dienst ligt precies in een goede beheersing van de inzet van capaciteit.

Eigenlijk zegt de federale procureur dat hij niet altijd de geschikte capaciteit krijgt die hij nodig heeft om aan terrorismeonderzoek te doen. Dat vergt immers een specifieke opleiding en kennis. De researchcapaciteit van de federale politie is verdeeld over de 22 korpsen en de federale procureur kan putten uit een gereserveerde capaciteit a rato van 5, 10 of zelfs 15 procent, volgens de grootte van het arrondissement. In principe kan hij aldus 315 voltijdse mensen opvorderen, waarvan er 200 specifiek zijn opgeleid inzake terrorisme. Voor coördinatie en steunopdrachten kan hij ook nog een beroep doen op 30 voltijdequivalenten van de centrale antiterrorismedienst.

Voor mij draait het dus vooral om een optimale aanwending van de juiste capaciteit.

De vragen over de mogelijkheden ter beveiliging van de data en de communicatie heb ik doorgegeven aan onze ICT-diensten. De Veiligheid van de Staat gebruikt wel een heel speciale techniek om zich te wapenen tegen infiltratie en de federale procureur zou daar ook over moeten kunnen beschikken. Een waterdicht systeem bestaat echter niet en dat blijft altijd een reële bedreiging. Daarom willen we ook een nationaal centrum opstarten voor cybersecurity, vermits de bescherming van bepaalde vertrouwelijke gegevens van levensbelang is voor een land. Een betere organisatie van de cybersecurity is dan ook een van onze belangrijke prioriteiten voor de komende jaren.

In het raam van terrorismedossiers is het verder niet makkelijk om voor de meest uiteenlopende talen tolken te vinden, die dan ook nog eens absoluut betrouwbaar moeten zijn. De Veiligheid van de Staat screent die mensen en de federale procureur zegt terecht dat dit heel strikt moet worden opgevolgd.

De indeling in prioriteitsniveaus gebeurt volgens de risico's van de dreiging en elke beslissing ter zake wordt genomen door de federale magistraat in overleg met de politiediensten.

Ik ben geen voorstander van een nationale onderzoekseenheid.

De cruciale wetsontwerpen inzake het nucleair terrorisme en het publiek aanzetten tot het rekruteren en trainen van terroristen zijn klaar sinds april vorig jaar en deze zouden eigenlijk snel moeten kunnen worden behandeld.

06.04 Bert Schoofs (VB): De federale procureur heeft natuurlijk een alarmbel geluid. In theorie kan hij misschien wel een beroep doen op 315 voltijdse mensen, maar in de praktijk zal een en ander waarschijnlijk niet altijd zo vlot verlopen. Iedereen wil natuurlijk graag meer manschappen, hier gaat het wel over levensbelangrijke zaken.

In tegenstelling tot de minister pleit ik wel voor een nationale politionele onderzoekseenheid, want wij zitten nog steeds opgescheept met een Staatsveiligheid die beladen is met een politiek verleden van incompetentie en politieke postjes. Wel moet die eenheid inderdaad geïntegreerd zijn in de politie.

Ik hoop dat de problemen inzake databeveiliging bij het federaal parket niet zo erg zijn als bij het Hof van Cassatie, waar een chauffeur destijds blijkbaar als eerstelijns hulp moest optreden bij een informaticaprobleem.

Voor de wetgeving moeten wij als Parlement onze verantwoordelijkheid nemen.

Kan de minister meer informatie geven over dat nationaal centrum voor cybersecurity?

Inzake de vier prioriteitsniveaus wou de federale procureur volgens mij zeggen dat alles moet kunnen worden afgehandeld op het eerste niveau, van zaak A tot Z. Men moet ernaar streven om alle prioriteiten op één niveau te brengen. Wanneer de federale procureur zegt dat hij daarvoor 200 manschappen nodig heeft, dan wil ik hem daarin volgen omdat hij tenslotte de deskundige is.

06.05 Siegfried Bracke (N-VA): Is er nu eigenlijk al dan niet een probleem? Het relaas van de minister lijkt

duidelijk te maken dat alles voorhanden is, de procureur zegt echter dat hij een probleem heeft. Wat is daar precies van aan?

De minister zegt ook dat de ontwerpen over een aantal zaken klaar zijn. Wat bedoelt hij met klaar? Is daarover een politiek akkoord gesloten? Heeft de regering dit afgerond? Wat belet de minister dan om dit voor te leggen aan het Parlement?

06.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Dat laat de periode van lopende zaken niet toe. Binnen de regering worden daarover geen nieuwe beslissingen meer genomen.

Het is juist dat het aspect van het dringende karakter meespeelt. Tegelijk wil ik echter aanstippen dat politieke verantwoordelijkheden moeten worden genomen. Ik noteer de verklaring dat het Parlement de zaak kan oplossen.

Betreffende de grond van de zaak stel ik vast dat de federale procureur met de theoretische capaciteit niet verder kan. Blijkbaar kunnen er onvoldoende gekwalificeerde personeelsleden binnen de politie worden gemobiliseerd voor de terrorismedossiers, zeker wanneer een operatie heel snel en gespecialiseerd moet kunnen doorgaan.

Johan Delmulle wijst erop dat 2011 het jaar van de waarheid zal zijn. Ofwel is de capaciteit er reëel, ofwel niet. De bal ligt dus terug in het kamp van de politie. De heer Delmulle stelt dat 'merkbare beterschap enkel zal kunnen intreden indien op een efficiënte wijze een beroep kan worden gedaan op goed opgeleide speurders uit alle diensten in het land'. Ik heb eraan toegevoegd dat niet alleen in Charleroi, maar in alle korpsen, terrorisme een basisopleiding moet zijn voor een aantal personeelsleden.

06.07 **Bert Schoofs** (VB): En wat denkt de minister over een eventueel nationaal centrum?

06.08 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): In overleg met collega Turtelboom en collega Van Quickenborne zou ik volgende maand een dossier door Europa goedgekeurd willen krijgen met betrekking tot een Belgisch nationaal centrum in de strijd tegen cybercriminaliteit. Daarbij willen wij de kennis van mensen uit de academische wereld, de bedrijfswereld, de politie, de magistratuur, de opleidingscentra, enzovoort samenbrengen. Volgens mij is een trefplaats voor allerlei specialisten absoluut noodzakelijk om na te gaan hoe we kunnen reageren bij een aanval of dreigend gevaar. Wordt die beslissing volgende maand genomen, dan zal daartoe op korte termijn 1,8 miljoen euro beschikbaar worden gesteld.

06.09 **Siegfried Bracke** (N-VA): Betekent theoretische capaciteit gewoon capaciteit op papier?

06.10 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Alleszins op papier, ja.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de problemen in verband met de landpachtwet" (nr. 1881)**

07.01 **Peter Logghe** (VB): Eigenaars die landbouwpercelen verhuren in landpacht, mogen die percelen alleen verkopen aan iemand die ze in hoofdberoep zal exploiteren. De opzegperiode voor pachters bedraagt drie tot vier jaar en er is een maximumleeftijd. Een nefast gevolg van de pachtwet is dat eigenaars weigeren hun percelen te verhuren, waardoor die zonder meer braak blijven liggen. Kan de minister bevestigen dat de pachtwet het de eigenaars niet gemakkelijk maakt? Denkt de minister aan wijzigingen?

Een knelpunt in de landpachtwet is dat men de landpacht zou moeten opzeggen om het perceel in bijberoep te exploiteren. Duurt de pachttermijn niet te lang?

07.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De diverse grote wijzigingen die aan de pachtwet werden aangebracht, hebben geprobeerd een evenwicht te bewerkstelligen tussen de rechten van de eigenaars en

die van de gebruikers van landbouwpercelen. Verder spelen het behoud van de open ruimte en het besef dat landbouwgronden onmisbaar zijn voor de voedselproductie, een belangrijke rol.

De minimum pachtijd van negen jaar sluit aan bij een eeuwenoude traditie van het drieslagstelsel en past binnen duurzaam en verantwoord gebruik van landbouwgrond. Het systeem geeft de eigenaars ook een fiscaal voordeel. Eigenaars onttrekken landbouwgrond wel eens aan hun bestemming omdat ze zouden kunnen zelf exploiteren, maar het daarom nog niet doen. Daarom werden aan de eigen exploitatie voorwaarden verbonden.

Zoals elke wetgeving is de pachtwetgeving onderhevig aan maatschappelijke evoluties. Veranderingen moeten kunnen mits het delicate evenwicht tussen de belangen van de verpachter en van de pachter gerespecteerd wordt.

Het is niet aan mij om in een periode van lopende zaken initiatieven te nemen. Bovendien is het nog niet duidelijk of de pachtwetgeving nu wel of niet geregionaliseerd zal worden. Het lijkt me beter de bestaande evenwichten te bewaren tot duidelijk is wie de volledige bevoegdheid over dit dossier bezit.

07.03 Peter Logghe (VB): De laatste wijziging is alweer 11 jaar geleden en we moeten oog hebben voor de maatschappelijke evolutie sindsdien. Er moet alleszins een discussie over de landpachtwet komen, maar dan bij voorkeur op het bestuursniveau waar dat dossier thuishoort.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de website www.gevaarinmijnwijk.com waarop de adressen van pedofielen bekend gemaakt worden" (nr. 1767)

08.01 Sophie De Wit (N-VA): Kort voor Kerstmis werd de website www.gevaarinmijnwijk.com gelanceerd, waarop de namen van veroordeelde of vermeende pedofielen werden gepubliceerd, alsook de afbeelding van een grafzerk met de naam van de minister. Hij wordt in die site geheld als 'pedofielenvriendje'.

Welke maatregelen kan de minister nemen om dit soort publieke schandpalen te laten verdwijnen? Klopt het dat Chris Hölsken achter deze site schuilgaat, de man die eerder de – intussen geblokkeerde – site www.stopkinderpornonu.com lanceerde? Loopt er een onderzoek naar deze man? Volgen er sancties naar aanleiding van de site www.stopkinderpornonu.com?

De minister wordt persoonlijk geviséerd op de nieuwe site. Zal hij hiertegen actie ondernemen?

08.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dit soort sites zijn absoluut verwerpelijk. Ze leiden tot eigenrichting en verhinderen zo de normale justitiële rechtsgang.

Ik vermeld in dit kader dat er op Europees niveau onderhandelingen aan de gang zijn over een voorstel van richtlijn ter bestrijding van seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie. Dit was een van de prioriteiten van het Belgische voorzitterschap. Wij hebben een voldoende grote consensus tussen de lidstaten vastgesteld, waardoor onder het huidige Hongaarse voorzitterschap de onderhandelingen met het Europees Parlement kunnen starten. Artikel 21 bevat de mogelijkheid om websites die kinderporno bevatten te verwijderen en te blokkeren.

Wat nu de sites in de vraag van mevrouw De Wit betreft, loopt er een federaal onderzoek wegens inbreuken op de wet ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Vier sites werden al ontoegankelijk gemaakt. Er worden echter telkens nieuwe sites geopend.

Er loopt ook een strafonderzoek tegen de heer Hölsken wegens inbreuken op de privacywetgeving. De man werd in Nederland verhoord op basis van een internationaal rechtshulpverzoek van het federaal parket. Het federaal parket bereidt momenteel de eindvordering voor. Er wordt ook onderzocht hoe strafrechtelijk kan

worden opgetreden tegen de nieuwe site, www.gevaarinmijnwijk.com. De federale gerechtelijke politie zal een pv opstellen dat aan het federaal parket zal worden bezorgd.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "een wettelijk initiatief over schijnhuwelijken" (nr. 1564)

09.01 Peter Logghe (VB): De wet van 2006 is niet efficiënt bij het bestrijden van schijnhuwelijken, want de boete weegt niet op tegen de winst die een schijnhuwelijk kan opleveren. Het feit dat er in ons land via een schijnhuwelijk een verblijfsvergunning en de nationaliteit verkregen kunnen worden, is uniek in de wereld. Wanneer een schijnhuwelijk wordt vastgesteld, wordt de nationaliteit ook niet automatisch terug afgenomen. Er werden al vaak initiatieven aangekondigd om deze pijnpunten weg te werken, maar daar kwam niets van. Volgens *Het Belang van Limburg* zouden er dagelijks minstens vijf schijnhuwelijken worden afgesloten.

Zijn er ondertussen al meer cijfers beschikbaar? Een aantal gemeentebesturen vraagt om een centraal register bij te houden, waarin alle schijnhuwelijken en pogingen tot schijnhuwelijk worden bijgehouden. Zal dat er komen? Kan er een wetgevend initiatief genomen worden?

09.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik verwijs integraal naar mijn antwoord van 6 oktober. Er is een ontwerp klaar. De regering gaat akkoord. De Raad van State en de privacycommissie hebben een advies uitgebracht. Er zal een centrale gegevensbank worden opgericht. De termijn waarin parketten een onderzoek kunnen doen, wordt verlengd. De bevoegdheden van de consulaire posten worden uitgebreid. De tekst staat op de website. Het enige probleem is dat we in een periode van lopende zaken zitten.

09.03 Peter Logghe (VB): Er zijn dus nog altijd geen cijfers. Zal dat veranderen?

09.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het heeft niet veel zin om nu nog snel iets te veranderen, als er binnenkort een volledig nieuwe wetgeving komt. Als het moment er is, zullen we het ontwerp indienen en kan het debat starten.

09.05 Peter Logghe (VB): Ik zal het ontwerp bekijken en nagaan of de pijnpunten worden weggewerkt.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het gebruik van de leugendetector" (nr. 1776)

10.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Volgens professor Verschuere van de Universiteit Gent is de polygraaf test volgens de beste schatting voor 80 procent accuraat. Het zou vooral fout lopen bij onschuldigen, met mogelijk ernstige gevolgen.

Hoeveel polygraaf tests werden er uitgevoerd in 2010? De minister gaf aan dat de tests niet langer enkel in Brussel zouden plaatsvinden, maar ook bij de lokale eenheden van de gerechtelijke politie.

Wat is hier de timing en om welke eenheden gaat het? Hoe reageert de minister op de geciteerde onvolkomenheden van polygraaf tests? Overweegt de minister de invoering van geheugendetectie met meerkeuzevragen of een verbod op het gebruik van de polygraaf bij verhoren?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Men nam 356 polygraaf tests af in 2007, 385 in 2008 en 366 in 2009. Het eindcijfer voor 2010 heb ik nog niet, maar ligt wellicht in dezelfde lijn. De kwestie van de deconcentratie is een vraag voor minister Turtelboom.

Volgens mij kent iedereen de limieten van de techniek. Het is een bijzondere verhoortechniek die telkens moet worden geapprecieerd door iedereen. Het is geen sluitend, finaal bewijs. Toch is het gebruik voldoende positief om het in stand te houden.

Ik zal de conclusies van de Universiteit Gent voorleggen aan het College van procureurs-generaal. Op het eerste gezicht zie ik geen redenen om onze houding te veranderen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het gebrek aan veiligheid in het Mechelse gerechtshof" (nr. 1796)

11.01 Sophie De Wit (N-VA): De magistraten klagen al lang over de onveiligheid in het Mechelse gerechtshof. Justitie heeft een pand aangekocht met de bedoeling zijn diensten over te plaatsen, maar dat dossier zit muurvast.

Hoe beoordeelt de minister de beveiliging in Mechelen? Zal hij acties ondernemen om het gebouw beter te beveiligen? Kan hiervoor een budget worden vrijgemaakt? Werden er de voorbije jaren specifieke investeringen gedaan in de veiligheid van het gebouw? Zijn er nog oude gerechtsgebouwen met gelijkaardige klachten? Wordt daaraan gevolg gegeven? Wat is de stand van zaken in het dossier van het extra gebouw aan de overkant dat werd aangekocht? Vindt de minister het wenselijk om het huidige gerechtsgebouw te behouden of vindt hij dat er naar een moderner en beter aangepast gerechtsgebouw moet worden gezocht? Is een verhuizing naar het ziekenhuis aan de Zwartustersvest een optie?

11.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Al in 2001 is een geactualiseerd behoeftprogramma opgemaakt op basis waarvan de Regie der Gebouwen het pand aan de overkant kon aankopen, maar pas in 2006 werd de Regie effectief eigenaar. In december 2008 werd een bouwaanvraag ingediend, die in oktober 2009 een negatief advies kreeg van de stedenbouwkundige diensten.

Het huidige gerechtsgebouw zal ontlast worden door een aantal diensten naar de overkant te verhuizen en vervolgens op de oude site herschikkingen door te voeren. Het is ook nog altijd de bedoeling om de huisvestingsproblematiek globaal aan te pakken, inclusief een globaal beveiligingsplan. De situatie van het Mechelse gerechtsgebouw is dezelfde als die van andere oudere gerechtsgebouwen.

Dat het nabijgelegen ziekenhuis aan de Zwartustersvest op korte termijn leeg zal staan, is een nieuwe ontwikkeling die misschien mogelijkheden biedt om het dossier te deblokken. Ik ben vragende partij om het totale behoeftprogramma te realiseren in een functioneel en veilig gerechtsgebouw, of dat nu het huidige gerechtsgebouw is, het gebouw aan de overkant of het ziekenhuis aan de Zwartustersvest.

Ik heb mijn administratie gevraagd in het licht van de nieuwe ontwikkelingen dit dossier opnieuw te bespreken met de Regie der Gebouwen.

11.03 Sophie De Wit (N-VA): Heeft de minister een zekere timing voor ogen?

11.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb geen zicht op de timing. Misschien kan ik de diensten binnen Justitie wel vragen om een vlugge scan te maken van de voor- en nadelen van de twee opties.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de minister van Justitie over "de verslechtering van de werkomstandigheden in de Belgische gevangenissen" (nr. 1389)

12.01 Valérie Déom (PS): Het Syndicaat van de Belgische Politie (SYPOL.BE) bracht onlangs nog de problemen in verband met de overbevolking van de gevangenissen, de detentievoorwaarden en de arbeidsomstandigheden van de cipers onder de aandacht. Net zoals mijn fractie acht SYPOL.BE het wenselijk dat er ernstig wordt nagedacht over de alternatieve maatregelen en straffen.

In zijn recente opmerkingen uitte het Mensenrechtencomité zijn bezorgdheid over de situatie in de Belgische gevangenissen. Volgens dat comité zou België alle nodige maatregelen moeten nemen om de detentievoorwaarden in de gevangenissen te verbeteren, het gebruik van het elektronisch toezicht uit te breiden, de voorwaardelijke invrijheidstelling te bevorderen en de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet-Dupont met betrekking tot het klachtenrecht voor gedetineerden te versnellen.

Hoe staat het met de toezeggingen die u in uw nota van februari 2010 gedaan heeft met betrekking tot de alternatieve straffen en maatregelen?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): In de nota van 20 februari 2010 en tijdens de parlementaire debatten heb ik met betrekking tot de strafuitvoering mijn standpunt uiteengezet en zeven prioriteiten aangestipt.

Door de periode van lopende zaken kan ik niet structureel werken; mijn antwoord betreft dan ook maar enkele punten.

Wat het elektronische toezicht betreft, verwijs ik naar mijn antwoord in de commissie van 20 oktober jongstleden (zie *Beknopt verslag* 53 COM 007, blz. 26-28). Tijdens de ministerraad van 3 december 2010 werd me gevraagd na te gaan hoe dat systeem kan worden uitgebreid, rekening houdend met de beschikbare middelen. Ik heb het nodige gedaan.

Wat de werkstraffen betreft, verwijs ik eveneens naar mijn antwoord in de commissie van 20 oktober jongstleden (*ibid.*, blz. 24-26). Er worden jaarlijks tien- tot elfduizend alternatieve straffen opgelegd. We hebben dienaangaande het plafond bereikt. Alle justitiehuizen hebben een verschillende werkwijze. De oplossingen zullen bij de justitiehuizen zelf moeten worden gezocht. Er zijn steeds minder werkgevers die bereid zijn om een plaats te geven aan personen die tot een dergelijke straf werden veroordeeld.

Het aantal nog te behandelen dossiers neemt sterk af en daalde van 1.358 op 31 juli naar 789 op 30 november 2010.

Dankzij een nieuw instrument kan de werklast per justitiehuis zo realistisch mogelijk worden berekend, om de huidige personeelsbehoefte vast te stellen en een extrapolatie mogelijk te maken voor de toekomst: op 31 januari 2010 waren er 38.309 strafrechtelijke opdrachten toegekend, op 30 november waren het er 39.789, dit is een stijging met 1.480.

In elf jaar tijd deed er zich bij de justitiehuizen, waarvan ook alle samenhangende diensten deel uitmaken en die de andere landen ons benijden, een stijging voor van het aantal dossiers met 63 procent: in 1999 kwamen er 44.000 dossiers bij, in 2009 waren er dat 72.164.

Met het oog op de harmonisering van de uitvoeringsmodaliteiten van hun opdrachten wordt het overleg sinds februari 2010 georganiseerd op het regionale en het lokale vlak. Ook voor de opdrachten met betrekking tot de strafuitvoering bestaan er federale en lokale overlegstructuren, zoals bepaald bij de wet van 2006.

Twee dossiers moeten nog worden vervolgd: dat betreffende de interneringen en de geïnterneerden en dat betreffende de tenuitvoerlegging van de artikelen van de wet-Dupont.

12.03 **Valérie Déom** (PS): De justitiehuizen leveren uitstekend werk. Zij moeten over voldoende middelen blijven beschikken. Nochtans zijn ze weinig bekend bij de burger. Op dat punt is er dus nog werk aan de winkel.

De met de gemeenten gesloten contracten inzake de werkstraffen zouden relatief goed werken. Toch moeten ze nog verder worden verdiept. Wel kunnen de werkstraffen thans, als gevolg van een wetswijziging, worden vermeld op het strafblad. Advocaten en verenigingen waarschuwen dientengevolge voor een terugloop in de werkstraffen. Zou men er niet beter aan doen de wetgeving opnieuw te wijzigen?

U moet dat pad zeker blijven bewandelen, zelfs in een periode van lopende zaken. In deze context is het moeilijk om structurele oplossingen toe te passen. Dat neemt niet weg dat er al jaren problemen zijn in de gevangenissen, waar de situatie werkelijk explosief is.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het taalevenwicht binnen de FOD Justitie en specifiek het directoraat-generaal Wetgeving" (nr. 1889)

13.01 Sophie De Wit (N-VA): Het taalonevenwicht – in het nadeel van Nederlandstaligen – binnen de FOD Justitie sleept al lang aan en doet zich op alle niveaus voor. Voormalig minister Onkelinx beloofde het taalevenwicht tegen eind 2005 te herstellen. In 2011 bestaat het probleem echter nog steeds.

Wat zijn de cijfers inzake de taalrolverdeling van het personeel van het directoraat-generaal Wetgeving van de FOD Justitie op 1 januari 2011? Wat is de taalverhouding tussen de dienstchefs?

Hoe komt het dat er maar geen vooruitgang wordt geboekt in het wegwerken van het taalonevenwicht?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er bestaat enkel een taalkader voor de centrale diensten, niet voor het directoraat-generaal Wetgeving. De Vaste Commissie voor Taaltoezicht beveelt wel aan een zo perfect mogelijk evenwicht na te streven.

Het globale taalkader en de invulling zien er als volgt uit. Op niveau A is 49,20 procent Nederlandstalig en 50,80 procent Franstalig; op niveau B is de verdeling 51,5 procent tegen 48,2 procent; op niveau C 52,7 tegen 47,3 procent; op niveau D 45 procent tegen 55 procent.

De feitelijke situatie is echter helemaal anders. Dan zien we op niveau A 37,8 procent Nederlandstaligen en 62,18 procent Franstaligen; op niveau B is dat 38,9 procent tegen 61 procent; op niveau C 45,71 procent tegen 54,2 procent; op niveau D 38,4 procent tegen 61 procent.

Bijna 26 procent van de Franstaligen van niveau A is niet aanwezig omdat ze een ambt uitoefenen bij een beleidscel of een internationale of Europese instelling. Bij de Nederlandstaligen is dat slechts 4,44 procent. Zowel deze ambtenaren als hun vervangers worden meegeteld voor het taalevenwicht.

Er vertrekken nog steeds meer Nederlandstaligen dan Franstaligen uit het directoraat-generaal. Door de besparingen wordt een aantal vacante plaatsen ook niet meer ingevuld.

Er zijn 21 dienstchefs: zeven Nederlandstaligen en veertien Franstaligen. Voor een aantal bevorderingsprocedures werden enkel Franstalige kandidaturen ingediend. Het globale taalevenwicht moet zo goed mogelijk worden gerespecteerd. Zodra de budgettaire maatregelen het toelaten, wil ik via selecties Nederlandstalige ambtenaren aanwerven.

Elke dienst van het directoraat-generaal is wel in staat de burgers in beide landstalen te helpen.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "het gebruik van videorechtspraak" (nr. 1890)

14.01 Sophie De Wit (N-VA): Omdat er in Hasselt geen hof van beroep is, komen alle zaken uit eerste

aanleg van Hasselt en Tongeren naar het hof van beroep van Antwerpen. Om de problemen die gepaard gaan met die grote afstand op te lossen, voerde toenmalig minister Vandeuren de videorechtspraak in. Ongeveer 28 procent van alle zaken die daarvoor in aanmerking komen, wordt op die manier behandeld. Het systeem wordt gewaardeerd en kreeg zelfs al een prijs van de Hoge Raad voor Justitie. Er zijn echter nog een paar problemen. De documenten moeten nog altijd gefaxt worden, terwijl dat ook via scanner en projector zou kunnen gaan.

Hoe evalueert de minister het project?

14.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik ben enthousiast over het project. Het functioneert goed en is erg nuttig. Het zou moeten worden uitgebreid. Ik ben ook tevreden over het percentage van 28 procent. Indien echter een van de partijen niet akkoord gaat, kan de methode niet worden gebruikt.

14.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Misschien moeten de advocaten nog meer van dit systeem gebruik maken.

14.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Misschien. Maar niet alle dossiers komen automatisch in aanmerking. Het is bovendien eigen aan dit experiment dat er geweigerd kan worden. Er heerst wel nog steeds drempelvrees en het systeem zou nog meer gebruikt kunnen worden. Het is alleszins nuttig om de advocaten en de balies aan te moedigen om ervan gebruik te maken.

Als een proefproject gunstig geëvalueerd wordt, is het logisch dat het verder wordt uitgebreid. Wij moeten dan een overzicht hebben van de behoefte aan videoconferenties op het vlak van locatie, technische mogelijkheden, juridisch kader, volume en toepassing.

Voor het eerst zijn wij erin geslaagd om een strategisch overlegforum te creëren om de aanpak inzake ICT tussen de administratie van de FOD, de magistratuur en de beleidscel vast te leggen. Er is nu ook een protocol, dat volgende maand ondertekend wordt. Een groep moet de wensen van de magistratuur vastleggen. Ik heb expliciet de vraag gesteld naar de wensen op het vlak van videoconferentie en ik wacht op een antwoord. Ondertussen worden de nodige technische en administratieve voorbereidende stappen gezet.

14.05 **Sophie De Wit** (N-VA): Welke maatregelen overweegt de minister om de advocaten en de balies te sensibiliseren?

14.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er wordt geopteerd om eerst een breder project op te starten en dan daarvoor systematisch te sensibiliseren. Ik wacht nu op een beslissing van het betrokken orgaan. Het is mijn overtuiging dat de videoconferentie op heel wat plaatsen zinvol zou zijn, zeker voor burgerlijke en fiscale zaken. In de eerste plaats is het de bedoeling dat in elk hof van beroep de videoconferentie kan worden toegepast.

Het incident is gesloten.

15 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "het protocolakkoord na het sociaal conflict in de strafinrichting van Lantin" (nr. 1925)
- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "de renovatie van de gevangenisinfrastructuur te Lantin" (nr. 1926)
- de heer **André Frédéric** aan de minister van Justitie over "de situatie in de gevangenis van Lantin" (nr. 1942)

15.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): De omvang van het sociaal conflict in de gevangenis van Lantin in december 2010 wijst eens te meer op de verslechtering van de arbeidsomstandigheden in de strafinrichtingen.

Welke garanties biedt u in verband met de spreiding van de indienstneming tussen januari en april, wat het

protocolakkoord betreft dat op 4 januari 2011 met de vakbondsafvaardigingen van Lantin werd gesloten? Volgens welke concrete modaliteiten zal de personeelsformatie weer op peil worden gebracht?

Hoe analyseert u de situatie in verband met de interne mobiliteit van de beambten, teneinde ervoor te zorgen dat de dienst zo spoedig mogelijk optimaal wordt hervat? Naar verluidt zouden bepaalde beambten die belast zijn met een bewakingsopdracht en die nauw samenwerken met het medisch personeel, worden overgeplaatst naar een andere post. Is dat wel de juiste keuze?

Zal het inzicht dat een structurele aanpassing van de personeelsformatie aan het effectieve aantal gedetineerden in de strafinrichting noodzakelijk is – zo blijkt kennelijk toch uit het protocolakkoord –ertoe leiden dat er meer aandacht zal worden besteed aan de situatie in alle strafinrichtingen in het land?

Op 20 april 2010 bevestigde u in een antwoord op een van mijn vragen dat de in 2010 geplande renovatiewerkzaamheden in de gevangenis van Lantin in drie fasen zouden verlopen. Bovendien zei u dat er een studie werd gemaakt over een aantal bijkomende werkzaamheden (zie *Beknopt verslag* 52 COM 864, blz. 1-3). Ik vernam echter dat het grootste deel van de renovatiewerkzaamheden nog geen aanvang genomen hebben.

Welke renovaties werden er tot dusver al uitgevoerd en welke nog niet? Welke verklaring hebt u voor de vertraging ten opzichte van de aangekondigde planning? Bent u van plan om deze renovaties zo snel mogelijk te laten uitvoeren?

15.02 André Frédéric (PS): Er wordt regelmatig gestaakt. Dat is onrustwekkend. Tijdens de feestdagen baren dergelijke acties nog meer zorgen, omdat de materiële detentieomstandigheden moeilijk zijn en de politie, die dan gerekwireerd wordt om de cipiers te vervangen, die taak met tegenzin op zich neemt.

Voor de gevangenis van Verviers bent u uw beloften nagekomen: het beloofde personeel is aan de slag. Dat is goed nieuws.

Ik wil het echter ook hebben over de beveiliging van de gevangenis van Lantin. Kan u de inhoud van het voorakkoord bevestigen? Beantwoordt dat voorakkoord wel degelijk aan de reële behoeften, en zal er zo kunnen worden voorkomen dat er over zes maanden weer stakingen uitbreken? Welke maatregelen heeft u genomen sinds het voorakkoord woensdag gesloten werd?

15.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Het dossier voor de renovatie en de verhoging van de omheining alsmede de installatie van technische apparatuur en apparatuur voor de perimeterbeveiliging werd in 2008 ingediend bij de Regie der Gebouwen. Die startte vervolgens de aanbestedingsprocedure op, maar er sloop een fout in de kostenraming. Het dossier moet dus worden geherevalueerd.

De renovatie van de keuken is in augustus 2010 van start gegaan en de werken zouden tegen maart-april 2011 klaar moeten zijn. De telefooncentrale werd geüpgraded zoals voorzien. De bomen zullen deze maand worden gekapt.

De studie met betrekking tot de beveiliging van de binnenplaatsen, de vernieuwing van het bewakingssysteem en de vervanging van de ramen is klaar. De Regie zal dit jaar overgaan tot de nodige vastleggingen voor werken die over 2011 en 2012 zullen worden gespreid.

De Regie zal verder geen concrete initiatieven nemen, aangezien de werken niet als prioritair beschouwd worden. Er worden niettemin besprekingen gevoerd om de Regie bewust te maken van het feit dat de gevraagde werken uitgevoerd moeten worden. Voor het overige verwijs ik u naar mijn ambtgenoot die bevoegd is voor de Regie.

Volgens het protocol bevestigt de overheid nogmaals dat zij een duurzame oplossing wil vinden om het huis van arrest van Lantin te vervangen. Ik heb nog een voorstel gedaan, maar het is moeilijk om als minister in een regering van lopende zaken initiatieven te nemen. In het masterplan wordt er aangedrongen op een duurzame oplossing, namelijk een nieuw gebouw.

Ik had Paifve voorgesteld omdat we eigenaar zijn van de grond.

Er heeft een vergadering plaatsgevonden met de vertegenwoordiger van mijn beleidscel, en de vertegenwoordigers van het gevangeniswezen en de vakbondsorganisaties van de gevangenis van Lantin. Wij hebben specifieke voorstellen ingediend, ook al kon er in de context van lopende zaken en gelet op het uitblijven van een begroting, niet worden ingegaan op de eis met betrekking tot de indienstneming van 32 bijkomende beambten. Er werd een protocolakkoord ondertekend dat de personeelsformatie vastlegt op 650 en dat voorziet in zeven vervangingscontracten met een voor februari geplande indiensttreding en een tijdelijke versterking van tien personen.

De overheid verbindt zich ertoe walkietalkies aan te kopen om het communicatieprobleem op korte termijn op te lossen, in afwachting van de installatie van een globaal intercomsysteem. Het dossier is aan de gang. Er zijn werken gepland ter beveiliging van de omgeving en de overheid verbindt zich ertoe deze – in de mate van het mogelijke – versneld te doen uitvoeren. Ik wil echter geen precieze timing vooropstellen, omdat zulks vroeger al tot problemen leidde. Té precieze deadlines zijn immers veeleer bron van conflict dan van rust. De vakbonden werden duidelijk op de hoogte gebracht van de te verwachten evolutie, maar er werd ook op gewezen dat niet alles kan worden voorzien. De administratie doet echter al het mogelijke om de afspraken zo snel mogelijk na te komen.

Er werd Selor gevraagd de lijst met kandidaten over te zenden om de personeelsbezetting op te trekken met het oog op de heropening van de streng beveiligde afdeling. Die lijst wordt ingewacht tegen eind januari en de indienstnemingsprocedure zal aansluitend worden voortgezet. De selectiegesprekken voor de vervangingsovereenkomsten zijn op 10 januari jongstleden van start gegaan.

In februari wordt gestart met de bijscholing van het personeel, rekening houdend met de duur van de wervingsprocedures en met de beschikbaarheid van de geselecteerde kandidaten.

Wat de interne verschuivingen betreft, worden er betrekkingen gerecupereerd die niet waren ingevuld of die minder prioritair werden geacht door de administratie. Een en ander gebeurt in samenspraak met de lokale directie en brengt noch de orde, noch de veiligheid, noch de goede werking van de instelling in het gedrang. De vakbonden hebben geen bezwaar tegen de voorgestelde verschuivingen.

De herziening van de betrekkingen in de penitentiaire instellingen wordt hét discussiepunt van de toekomst. We moeten de exacte personeelsbehoeften van elke gevangenis inschatten. Binnen de administratie werd reeds de aanzet gegeven tot een globale visie, maar het is voorbarig om er conclusies uit te trekken.

15.04 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Wat de infrastructuur betreft, ben ik toch wel verrast door de fouten die in de kostenraming zijn geslopen, en door het feit dat de Regie der Gebouwen sommige werken niet prioritair acht.

Wat Lantin betreft, wil ik u bedanken voor uw inspanningen, die mee tot een akkoord hebben geleid.

15.05 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Morgen zal ik de zes betrokken burgemeesters ontmoeten in het politiecollege van de zone, in aanwezigheid van de gouverneur en van de commissaris-generaal van de politie. We zullen het hebben over de relatie tussen de politie en de gevangenis, en over de acties die werden ondernomen, meer bepaald door de korpschef, de heer Adam.

15.06 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Die demarche juichen wij toe. Maar toen de vakbondsdelegaties het akkoord verdedigden bij hun leden, was het resultaat van de stemming 53 voor, 50 tegen en 4 onthoudingen. Met andere woorden: een “ja maar” met betrekking tot de evaluatie van de situatie in die inrichting in maart en april en vooral inzake het naleven van de termijnen, want eerder heeft men het op dat vlak laten afweten in verband met de infrastructuur en het personeel.

Mijnheer de minister, ik begrijp dat u zich niet wilde laten vastpinnen op te strakke termijnen, en de vakbonden zouden ook begrip voor een en ander mogen opbrengen. Maar de termijnen mogen echt niet te lang zijn!

15.07 **André Frédéric** (PS): Dank u voor uw volledig antwoord.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Justitie over "de evaluatie van de huurwet" (nr. 1883)

16.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Er zijn problemen met de huurwaarborg, vooral door de niet-naleving van de wet van 2007. Om de problemen op te lossen komt het erop aan om de wet correct uit te voeren. De voorganger van de minister zou met een evaluatie van die wet begonnen zijn.

Waarom is de huurwet van 2007 nog niet geëvalueerd? Wanneer mogen we die evaluatie verwachten? Hoe zal de minister in afwachting van de evaluatie de al lang bekende knelpunten verhelpen?

16.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): De wet van 2007 regelt een nieuw systeem van bankwaarborg om de verplichtingen van de huurder op het gebied van huurwaarborg te vervullen. De huurder kan via vaste maandelijkse afbetalingen de huurwaarborg van maximum drie maanden in maximum drie jaar samenstellen.

Diezelfde wet voorziet ook in een evaluatie van dat systeem, een jaar nadat het van kracht is geworden. De minister van Justitie moet dat doen, rekening houdend met de terreinevaluatie. De Brusselse Bond voor Recht op Wonen in samenwerking met Vlaamse en Waalse eerstelijnspartners voert die evaluatie momenteel uit.

Ook het federaal plan Armoedebestrijding bepaalt de oprichting van een werkgroep om het huurwaarborgsysteem via bankwaarborg te evalueren. Die werkgroep ressorteert onder het overlegcomité.

Op het overlegcomité van 16 september 2009 werd een technische werkgroep opgericht onder het voorzitterschap van de minister van Justitie, bestaande uit de premier, de vice-premiers, de staatssecretaris voor Armoedebestrijding, de ministers-presidenten en de ministers bevoegd voor Wonen, Huisvesting en Armoedebestrijding op alle beleidsniveaus.

Deze technische werkgroep is een aantal keren samengekomen, waarbij zowel experts en organisaties zijn gehoord. Door de politieke toestand ligt de werkgroep momenteel stil. De regering kan geen wetgevende initiatieven nemen, het Parlement echter wel.

16.03 Stefaan Vercamer (CD&V): We wachten beter op de evaluatie alvorens nieuwe wetten te maken. Ik hoop op een regering.

16.04 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Daar ga ik volledig mee akkoord.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Justitie over "de betrokkenheid van leden van de rechterlijke macht bij de onderhandelingen" (nr. 1949)

17.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Een Vlaamse krant schreef dit weekend over contacten in de marge tussen MR en PS, waarbij ook de naam van advocaat-generaal Leys werd genoemd.

Valt een functie binnen de gerechtelijke macht te rijmen met de functie van overlegger aan een onderhandelingstafel waar men een politieke partij vertegenwoordigt? Is dit deontologisch verantwoord? Hoe kan daartegen worden opgetreden?

17.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het debat over de aanwezigheid van magistraten op kabinetten hebben we vroeger al gevoerd. Een volgende regering moet dit eens uitklaren. Daarover gaat het nu niet. Ik heb de artikels in *La Libre Belgique* en *De Morgen* ook gelezen. Ik zal het antwoord van de heer Leys voorlezen.

(Frans) 'Ik ben nooit lid geweest van de Parti socialiste. Sinds ik magistraat ben, heb ik nooit voor een bepaalde partij deelgenomen aan politieke onderhandelingen. In de herfst van 2010 heb ik geluncht met twee oude vrienden, de heren Louis Michel en Gilles Mahieu. Het ging om een privé-etentje en er is over geen enkel politiek onderwerp gesproken. Inmiddels verblijf ik, mijnheer de procureur-generaal, met de meeste hoogachting.'

Het feit dat hij een déjeuner heeft gehad, is bevestigd, maar de magistraat zegt dat het een privéaangelegenheid betrof, wat ik niet kan checken natuurlijk.

17.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ook aan de brief van de advocaat-generaal moeten we waarde hechten. Er zullen er wellicht nog anderen rond de tafel zitten bij wie men zich vragen kan stellen.

Een magistraat luncht met wie hij wil; een magistraat mag ook geëngageerd zijn trouwens. Maar een van de disgenoten vond blijkbaar dat het hier geen strikte privéaangelegenheid betrof. En dan rijzen er problemen rond de perceptie en gaan mensen zich afvragen of de onafhankelijkheid niet in het gedrang komt. De scheiding der machten – die niet zolang geleden terecht ingeroepen werd, moet onze grote zorg blijven.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.22 uur.